13e année
numéro 242

10 mars 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 242

(10 mars 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Comment s'est préparé le procès de Moscou

— SUITE ET FIN —

Vous le comprendrez aisément, j'ai toujours été extrêmement intéressé par la position de Staline au cours de ces débats.

La lutte qui se déroula dans les sphères supérieures du parti à partir de l'automne 1933 se distingua essentiellement des conflits antérieurs survenus dans les sphères supérieures de nos dirigeants. Tandis qu'autrefois toutes les oppositions étaient dirigées contre Staline, pour l'éliminer du poste de dirigeant principal du parti, à présent il n'y avait plus la moindre allusion à une pareille élimination. Les groupements ne se dessinaient pas pour ou contre Staline (tous sans exception mettaient en évidence leur dévouement complet envers lui). C'était la lutte pour influencer Staline, pour conquérir son âme, si l'on peut dire. La question de savoir qui il soutiendrait au moment décisif restait posée; on concevait que cette décision de Staline déciderait de la politique du parti au cours de la période de l'avenir immédiat et tout le monde cherchait à l'entraîner de son côté. Avant l'assassinat de Kirov, il était extrêmement réservé; parfois il soutenait avec sympathie les novateurs; parfois il modérait leur zèle. Sans se lier formellement avec les partisans de la nouvelle ligne de conduite, il n'intervenait pas nettement contre elle. Il avait limité le temps réservé au rapport quotidien, le restreignant au strict minimum; souvent, il s'enfermait dans son cabinet et, la pipe entre les dents, il marchait pendant des heures en tournant d'un coin de la chambre à l'autre. Pendant des journées de ce genre, dans son secrétariat, tout le monde faisait faire silence. Staline méditait, réfléchissant à une nouvelle ligne de conduite. Lorsqu'il méditait, il fallait le silence absolu.

Gorki avait une grande influence sur lui. C'est au cours de ces mois que cette influence atteint son apogée; il était un partisan ardent de la réconciliation du pouvoir des soviets avec les intellectuels sans parti; il avait adopté entièrement les idées de Kirov sur la nécessité de la politique de pacification au sein du parti; pareille pacification, en consolidant et en renforçant les rangs du parti, faciliterait pour celui-ci la possibilité d'une influence morale sur les vastes couches de l'Intelligentsia soviétique. Il comprenait très bien les traits essentiels du caractère de Staline : sa méfiance vraiment orientale à l'égard de tous ceux qui l'environnaient. Gorki cherchait avant tout à convaincre Staline que maintenant les rapports établis avec lui étaient totalement différents de ceux qui existaient au moment de ses batailles avec les diverses oppositions; il cherchait à le persuader qu'à présent tout le monde reconnaissait combien le fond de la ligne de conduite de Staline était génial et qu'ainsi personne ne songeait à porter atteinte à sa position de dirigeant. Dans ces conditions, la générosité envers ses adversaires d'hier n'entamerait nullement sa position, mais au contraire augmenterait son autorité morale.

Je ne connais pas assez Staline, je ne peux donc apprécier si sa conduite n'était qu'une comédie, ou si vraiment il hésitait, voulant croire les raisonnements de Gorki. Ce dernier avait en tout cas un argument qui portait particulièrement sur Staline : Comment ceux qui écriraient sa biographie dans l'avenir apprécieraient-ils sa conduite ? Depuis longtemps Staline, non seulement crée sa biographie, mais encore a le plus grand souci d'obtenir qu'on le décrive sous des couleurs favorables. Il veut qu'on le représente non seulement comme implacable et rigoureux lorsqu'il s'agit de lutter contre des ennemis intransigeants, mais aussi qu'on le montre simple, magnanime, humain, chaque fois que les circonstances de notre dure époque lui permettent le luxe d'être ce qu'il est au fond de son âme. D'après sa nature, il est un homme très primitif et il ne lui déplairait pas d'exprimer d'une façon primitive aussi ces états d'esprit. C'est de là que vient sa tendance à se présenter comme une espèce d'Haroun-Al-Raschid, car, en fin de compte, lui aussi vient de l'Orient, et fut assez primitif au naturel. En tout cas, Gorki jouait très adroitement de cette corde, cherchant à l'utiliser dans d'excellents buts : diminuer la méfiance de Staline, modérer son caractère vindicatif, etc. Evidemment, il est possible que d'autres facteurs aient joué un rôle décisif pour Staline. Autour de lui, tout le monde était fatigué par la tension de la décade précédente; en résistant à cet état d'esprit, il aurait pu aller au-devant d'un conflit... Quoi qu'il en soit, en 1934, Staline devint plus mou, plus accessible, aimant à parler aux écrivains, aux artistes, aux peintres, écoutant attentivement leur conversation, leur demandant des confidences intimes...

L'attitude de Staline envers les anciens oppositionnels refléta aussi ces modifications. Le fait le plus caractéristique dans ce domaine est la permission donnée à Boukharine de reprendre de l'activité politique; après plusieurs années de disgrâce, il fut nommé rédacteur des *Izvestia*. L'attitude adoptée envers Kamenev fut encore plus frappante. Ce dernier avait été, je crois, exclu par trois fois du parti. Trois fois, il s'était repenti. Sa dernière condamnation datait de l'hiver 1932-1933, lorsqu'il fut convaincu « d'avoir lu et de n'avoir pas dénoncé » la plate-forme de Rioutine, c'est-à-dire un document contre lequel Staline fut particulièrement hostile. Il semblait que, cette fois, Kamenev était en disgrâce sérieusement et pour longtemps. Mais Gorki qui tenait beaucoup à Kamenev, cette fois encore, parvint à faire fléchir Staline. Gorki organisa une rencontre entre Staline et Kamenev, rencontre au cours de laquelle il se produisit ce que l'on qualifia d'une déclaration d'amour de la part de Kamenev.

Evidemment, personne ne connaît le détail de cette déclaration qui se produisit en tête à tête. Mais dans les sphères du parti, on constata avec approbation le résultat de cette rencontre. Staline, dans une déclaration presque publique, « fit confiance à Kamenev ». Ce dernier, dit-on, avait raconté avec sincérité toute son activité oppositionnelle passée, expliquant pourquoi autrefois il était

contre Staline et pourquoi à présent il cessait d'être son adversaire. C'est à ce moment qu'on signala que Kamenev avait donné à Staline « sa parole d'honneur » de ne plus se livrer à aucune activité d'opposition. En revanche, il obtint, non seulement des pouvoirs très vastes pour diriger la maison d'éditions « Académia », mais encore il lui fut promis, dans une avenir très prochain, d'être de nouveau admis à diriger l'activité politique.

Il reçut en quelque sorte une avance dans ce domaine, par l'autorisation d'intervenir au 17e congrès du parti. Cette intervention eut un succès retentissant. Kamenev y formula « une base théorique » de la nécessité d'une dictature : de la dictature non pas d'un parti et d'une classe, mais d'une dictature personnelle. La démocratie, même au sein d'une classe ou d'un parti, démontra-t-il, n'est bonne qu'aux périodes d'édification pacifique. Lorsqu'on a le temps de s'entendre et de se convaincre mutuellement. Il en va tout autrement au cours d'une crise : alors le parti et le pays doivent avoir un chef, un homme qui seul se charge de l'audace d'une décision. Heureux, disait-il, le parti et le pays qui possèdent à pareil moment un chef doué d'intuition : ils ont des chances de sortir vainqueurs des pires épreuves. Malheur à eux si le poste dirigeant est occupé par un homme qui n'est pas adapté à ce rôle : le péril les menace... Tout ce discours était bâti et prononcé de façon à ce que les auditeurs ne conservent plus aucun doute au sujet de savoir que l'orateur considère Staline comme un chef au premier titre; le congrès fit une ovation à l'orateur, qui se transforma en une ovation à l'adresse de Staline... Ce n'est que bien plus tard que l'on constata combien ce discours était machiavélique, et qu'en le lisant attentivement on pouvait aboutir à des conclusions nettement opposées. C'est ce discours précisément qu'eut en vue Vichinski, lorsque, ces derniers temps, il flétrit Kamenev en le traitant de disciple hypocrite de Machiavel...

◇◇◇

Si l'on pouvait penser que pendant un certain temps Staline avait des sympathies pour les plans d'une modification complète de l'orientation du parti, pour une politique de pacification au sein de celui-ci, par contre, son entourage immédiat, l'état-major qui travaillait avec lui, était entièrement adversaire d'une pareille politique. Non pas parce que les représentants de cet état-major se seraient opposés en principe à modifier la politique générale du parti; ces modifications étaient une partie composante des plans de Kirov et de ses amis. En général, les problèmes de grande politique étaient assez indifférents à cet état-major; en cette matière, comme l'avenir l'a démontré, ils étaient prêts à accepter des changements plus brusques que ceux que se proposait de réaliser Kirov. Par contre, ils étaient décidément adversaires de modifier toute orientation au sein du parti. Ils savaient que si bien des gens étaient prêts à pardonner à Staline beaucoup de traits négatifs de son caractère, pour une certaine grandeur dont il fait preuve; en revanche, ses acolytes, qui précisément spéculent sur ces traits négatifs de Staline, ne doivent attendre aucun pardon si le régime à l'intérieur du parti vient à changer. En effet, la lutte se déroulait non pas pour ou contre Staline, mais bien pour l'influencer. L'Orgbureau traduisait pour remplacer l'appareil effectif du Comité central par des personnes nouvelles, prêtes à apporter des habitudes nouvelles, des rapports nouveaux envers les hommes. Naturellement, l'état-major s'opposait de toutes ses forces aux changements.

Kaganovitch et Iéjov étaient à la tête de cette résistance.

Le premier est incontestablement un homme peu ordinaire. Il n'a pas grande instruction, mais il sait saisir au vol et s'assimiler les pensées de ceux qui conversent avec lui; il se distingue par sa capacité de travail, la précision de sa mémoire, ses talents d'organisateur. Personne ne sait mieux que lui diriger des conférences et des commissions de toutes sortes, surtout lorsque le président doit savoir ramener les débats à leur sujet, les limiter à celui-ci, les restreindre à une discussion sur le fond. On ne peut que regretter qu'une tête aussi talentueuse soit donnée à un homme sur les qualités morales duquel il ne peut guère y avoir de discussion. Dans les sphères du parti, on sait combien il est incertain. On ne peut compter sur sa parole : il promet avec la même facilité que celle avec laquelle il rompt ses promesses... Peut-être les circonstances extérieures contribuent-elles à cela : il commença une grande carrière dans le parti à un moment où la traîtrise était très demandée... Mais, d'autre part, ne fut-il pas un de ceux qui contribuèrent particulièrement à faire demander ce produit ?

Il fut fidèlement aidé par Iéjov. Au sujet de Kaganovitch, on peut parfois se demander pourquoi il adopta des procédés pareils, tandis qu'il aurait pu réaliser sa carrière, même par des moyens honnêtes; par contre, en ce qui concerne Iéjov, pareil étonnement n'a pas cours : cet homme-là ne pouvait réussir que par des moyens de ce genre. Au cours de toute ma vie (qui, hélas! est malheureusement déjà assez longue) j'ai rencontré bien peu de gens qui, par leur fonds naturel, aient été aussi antipathiques que Iéjov. En les observant, j'ai pensé souvent aux mauvais garçons surgis parmi les artisans de la rue Rastériaev (1), dont le plaisir favori était d'allumer du papier attaché à la queue d'un chat, du papier trempé de pétrole, et de se réjouir en voyant l'animal affolé parcourir les rues, sans pouvoir se débarrasser de la flamme qui l'envahissait... Je ne doute point que dans son enfance il se soit vraiment livré à des jeux de ce genre, qu'il poursuit actuellement dans d'autres domaines. Il fallait voir comment il annihilait un oppositionnel ayant fait autrefois partie des grands militants, si on lui permettait d'insulter suffisamment celui-ci. Sans doute, dans sa jeunesse, on l'a beaucoup fait souffrir; sans doute, aussi, la carrière qu'il fit dans le parti ne lui fut pas acquise facilement. Incontestablement, on l'a maltraité et on l'a détesté. Il a accumulé une réserve illimitée de haine contre tous ceux qui, autrefois, occupèrent des postes importants dans le parti, contre les intellectuels qui ont une belle parole (lui-même n'est pas orateur), contre les écrivains, dont les livres se lisent avec passion (il n'écrivit lui-même que des dénonciations), contre les vieux révolutionnaires fiers de leurs mérites (lui, il n'a jamais milité dans l'illégalité)... Il aurait été difficile de concevoir un homme convenant mieux à l'époque où la persécution contre les vieux bolcheviks est devenue le mot d'ordre officiel d'un parti bolchevik « rajeuni ». L'unique talent dont, sans aucun doute, la nature l'a largement doué, est le talent de l'intrigue dans les coulisses. Il ne manque d'ailleurs aucune occasion pour mettre ce talent en action. Il a passé presque une dizaine d'années dans l'appareil de l'Orgbureau et de la Commission centrale de contrôle. Il a ainsi appris à connaître, comme peu d'hommes, les qualités personnelles des militants actifs de l'appareil du parti. Il a une

(1) Héros d'une œuvre de Glieb Ouspenski.

haine innée des hommes quelque peu indépendants, fermes dans leurs convictions et leurs sympathies; systématiquement, il les éloigne des postes dirigeants, en y introduisant des gens prêts à exécuter sans murmure tout ordre venant d'en haut. Evidemment, il ne peut appliquer pareille ligne de conduite que parce que celle-ci est bénie de l'autorité; mais Iéjov a apporté beaucoup de son individualité dans la réalisation de cette activité... Au cours des dix dernières années, il s'est tissé un véritable réseau d'amis sûrs. Il en a partout, dans toutes les branches de l'appareil du parti, dans tous les organes de l'administration des Soviets, sans exclure le Guépéou et l'armée. Ces hommes le servent particulièrement à présent, puisque le voilà à la tête du Guépéou dont il a « rejeuni » radicalement la direction. A ce propos, parmi tous les dirigeants de l'ancien Guépéou, Iéjov n'a maintenu à son poste que l'unique « Iacha » Agranov... Ce sont de vieux et fidèles amis!

◈◈◈

Ce couple, Kaganovitch et Iéjov, s'est prononcé dès le début contre la politique de pacification au sein du parti. Tant que Kirov vécut, leurs interventions ne furent pas très décidées. Ils se bornaient à dresser Staline contre lui, en excitant la méfiance naturelle de celui-ci envers tous ceux parmi lesquels il n'avait vu qu'une seule fois un adversaire; de toutes leurs forces, ils sabotaient le transfert de Kirov à Moscou ; ils comprenaient très bien que pareil transfert mettrait à l'ordre du jour le changement de l'appareil du parti qu'il avait sélectionné avec tant d'efforts. Finalement, lors du plénum de novembre, ce sabotage fut enfin brisé; mais malgré cela, le transfert de Kirov ne put se réaliser... Aussi, à ce moment, après la mort de Kirov, qui ne pouvait profiter qu'à ce couple, ils intervinrent ouvertement.

Le rapport d'Agranov fut établi entièrement dans leur état d'esprit. Les frondeurs inoffensifs de Léningrad, pris parmi les anciens oppositionnels, étaient présentés comme des conspirateurs établissant des plans de terreur systématique. On leur attribuait comme centre le groupe des anciens dirigeants des jeunesses communistes du quartier de Vyborg, à l'époque de Zinoviev, ayant à leur tête Roumiantseff, Kotolynov, Chatski. Au cours de l'automne 1934, ces derniers s'étaient, en effet, rencontrés presque régulièrement : il se trouvait que la section historique du parti de Léningrad avait mis à l'ordre du jour l'établissement de l'histoire du mouvement des jeunes communistes à Léningrad; elle avait organisé dans les divers quartiers, auprès des commissions historiques du parti, des soirées tenues régulièrement, évoquant les anciens militants actifs des jeunesses communistes. Au cours de ces soirées, on amenait, presque par la contrainte, les anciens militants des jeunesses communistes de l'époque de Zinoviev, même ceux qui, par exemple Chatski, s'étaient écartés complètement de toute politique. Dans le quartier de Vyborg, les soirées réservées aux souvenirs des jeunes communistes étaient particulièrement animées. Les récits de Roumiantseff étaient spécialement intéressants; c'était lui, au début de 1926, à la séance plénière du comité provincial de Léningrad aux jeunesses communistes, qui avait fait rejeter un amendement des délégués officiels du Comité central tendant à faire reconnaître par le comité provincial la justesse des décisions du 14ᵉ congrès du parti, lequel, comme on le sait, avait nettement condamné les zinovievistes. A ce moment, Roumiantseff avait été attaqué à la baïonnette par la *Pravda de Léningrad,* provisoirement rédigée par Skvortsov. Dans ses souvenirs, Roumiantseff avait parlé aussi de l'opposition zinovieviste et, il faut bien le dire, il ne s'était pas exprimé entièrement dans l'esprit de l'orthodoxie officielle. On discuta beaucoup autour de ses souvenirs; Agranov en fit sa base de départ pour les conférences des oppositionnels, car il se trouva que Nikolaïev avait lui aussi fréquenté ces réunions.

Tous ceux qui s'intéressent à la production d'Agranov savent ce qu'il était capable de broder sur un pareil canevas. En ce cas, il s'était surpassé, ne se bornant pas à Léningrad, mais tendant des fils jusqu'à Moscou, jusqu'à Zinoviev et Kamenev, qui avaient été assez imprudents pour se rencontrer avec leurs anciens partisans lorsqu'ils venaient de Léningrad à Moscou. Cela permettait d'établir le tableau d'une conspiration très ramifiée, comprenant les leaders d'une ancienne opposition au moment où dans les sommets on discutait de la pacification.

Le rapport, particulièrement à l'intention de Staline, mettait en évidence les témoignages prouvant que Kamenev, dans lequel Staline « avait eu confiance », n'avait pas tenu sa parole d'honneur; non seulement il avait connu l'état d'esprit de l'opposition, il ne l'avait pas signalé à la Commission centrale de contrôle, mais il s'était permis lui-même, dans des conversations avec des amis, de faire des déclarations assez prudentes, mais qui n'étaient pas entièrement loyales.

Au Politbureau, la discussion de ces rapports fut extrêmement vive. Deux questions étaient à l'ordre du jour : D'abord, que fallait-il entreprendre contre les « complices » et les « animateurs » découverts par l'enquête ? Ensuite, quelles conclusions politiques fallait-il tirer d'un fait comme la conspiration des oppositionnels ? Cette dernière question fit rejeter l'autre à l'arrière-plan. La majorité se dressa contre le changement d'orientation qui avait prévu une série de réformes dans le domaine économique et l'introduction de la constitution nouvelle dans le domaine politique. Dans ce domaine, ces dernières conceptions avaient, semble-t-il, triomphé. Staline avait déclaré catégoriquement que toutes ces mesures devaient absolument être réalisées, que lui aussi en était un partisan décidé, et que le plan fixé par Kirov ne devait être révisé que sur un seul point : étant donné que l'opposition n'avait pas l'intention de « désarmer » complètement, le parti, dans un but d'autodéfense, se devait d'exécuter une nouvelle vérification énergique dans les rangs des anciens oppositionnels, des « trotskistes », des « zinovievistes » et des « kamenevistes ». Cette ligne de conduite fut adoptée, non sans une certaine hésitation. En ce qui concerne la première question, il fut décidé de transmettre cette affaire aux tribunaux soviétiques, comme un simple procès terroriste, en permettant aux enquêteurs d'inculper dans ce procès tous ceux qu'ils considéraient nécessaires. C'était livrer les leaders de l'opposition aux tribunaux et aux châtiments.

◈◈◈

Dès que cette décision fut adoptée, la machine du parti fut lancée à toute allure. La campagne contre l'opposition fut inaugurée par des séances plénières des comités de Moscou et de Léningrad. Elles se tinrent le même jour; elles eurent lieu dans une atmosphère particulièrement solennelle, en la présence d'un rapporteur du Politbureau, etc... Leurs membres reçurent un volumineux rapport sur le procès Nikolaïev, précisément celui que je mentionnais plus haut. Il comprenait des citations empruntées au *Journal* de Nikolaïev, des extraits de témoignages, et d'autres documents. Il avait été édité à un nombre extrêmement limité d'exemplaires, remis en échange de la signature person-

nelle des membres du comité; chaque exemplaire devait être remis au secrétariat du comité correspondant après lecture et toujours en échange d'une signature. Pour éviter la fuite de pareil document dans des mains adverses, il ne devait rester en possession de personne, mais être remis au secrétariat des comités et conservé dans des armoires secrètes spéciales... Mais, même dans ce rapport secret, on ne citait point entièrement la déclaration trouvée sur Nikolaïev au moment de son arrestation : sans doute ce cercle restreint de personnes ne devait en connaître l'intégralité. Evidemment, ces plénums se passèrent sans aucune discussion. Les résolutions adoptées à l'avance avaient été votées à l'unanimité; dès le lendemain, tous les chiens de garde avaient été lâchés. Dans la presse et dans les réunions commença une persécution enragée contre tous les oppositionnels, surtout contre les anciens « trotskistes » et « zinovievistes ». C'est ainsi que fut créée « l'opinion publique » nécessaire à la réalisation du châtiment.

Le premier procès provoqua relativement peu de discussions. Les condamnés étaient sacrifiés. Personne n'osait intervenir en leur faveur; personne, même les parents, n'avaient été admis au tribunal. Il aurait d'ailleurs été difficile de trouver en liberté des parents; il n'en existait pas en tout cas à Léningrad où tous ceux qui avaient eu quelque rapport personnel avec les inculpés se trouvaient arrêtés sans distinction d'âge, de sexe ou d'appartenance de parti, parce que soupçonnés de « complicité ». N'assistaient que ceux qui y étaient tenus par leur fonction. Cela explique en tout cas pourquoi on parla si peu de ce procès. Mais une chose est certaine : ce procès ne se déroula point sans heurts; presque tous les inculpés discutèrent l'inculpation dressée contre eux; ils démentirent les témoignages qui leur avaient été attribués et ils parlèrent de la pression qui avait été exercée sur eux au moment de l'enquête. Pas un d'entre eux ne reconnut l'existence d'un centre de « conspiration ». Evidemment, toutes ces protestations furent vaines.

Le procès des dirigeants de la section de Léningrad du Guépéou fut encore plus secret; l'atmosphère en fut toute différente : les accusations formulées étaient relativement modérées; les accusés reconnaissaient leur culpabilité, mais l'expliquaient par les directives venues de Kirov. La sentence étonna par sa modération tous ceux qui savent combien on condamne rigoureusement, chez nous, ne fut-ce qu'une simple négligence, lorsqu'il s'agit de la protection de la personne des « chefs ». Même Baltsévitch, chargé de la direction principale de la protection de Smolny, ne fut reconnu coupable que de « négligence criminelle » dans sa fonction, ce qui entraîna 10 ans de camp de concentration. Quant au chef de la section de Léningrad et à son adjoint, ils ne reçurent que de 3 à 2 ans ; ils furent immédiatement désignés comme chefs responsables à des postes divers à la direction de camps de concentration; ainsi, en fait, la sentence n'équivalait pour eux qu'à un recul dans l'échelle des fonctions...

Le procès de Zinoviev, Kamenev et autres eut un tout autre caractère. Dès le début, il avait été regardé comme procès « exemplaire », réalisé à la lumière d'une « publicité parfaite », se fixant comme tâche la « dénonciation » définitive des leaders de l'« opposition de Léningrad » aux yeux de la population de cette ville. Les inculpés qui, semble-t-il, durant toutes les dernières années, avaient vécu hors de Léningrad, avaient été ramenés de Moscou et des autres villes. Par sa composition, ce fut le procès du comité de Léningrad de l'époque de Zinoviev, à l'exception, évidemment, des quelques rares hommes qui, même à ce moment, avaient été de fidèles staliniens. Il leur fut déclaré que « le parti exigeait » d'eux une aide pour lutter contre la mentalité terroriste grandissante en raison de l'extrémisme de la lutte des fractions qu'ils avaient déchaînée en leur temps. Ils devaient apporter cette aide sous la forme d'un sacrifice politique : seules des affirmations formant confession devant le tribunal, apportées par les leaders de l'opposition, se chargeant de la responsabilité de cette mentalité terroriste et la condamnant de façon décidée, devaient pouvoir arrêter leurs anciens disciples, les mettre en garde contre la continuation d'une pareille activité. Cette proposition effraya et fit reculer bien des gens. Le principal à la soutenir parmi les inculpés fut Kamenev.

Ce dernier, avant son arrestation, avait été invité chez Staline. Sans doute avant la séance décisive du Politbureau. Il semblait que Staline, au cours d'une conversation particulière, voulait vérifier si vraiment Kamenev n'avait pas tenu la parole qu'il avait donnée directement à Staline, s'il avait continué, malgré sa promesse solennelle, à maintenir des relations oppositionnelles. On dit que cette explication eut un caractère tragique. A Moscou, en réalité, les anciens oppositionnels entretenaient « une communauté en buvant ensemble du thé », en assaisonnant ces réunions de conversations frondeuses, comme cela se produisait d'ailleurs aussi à Léningrad. Kamenev n'assistait point à ces beuveries de thé, mais il en connaissait l'existence; il se renseignait sur les conversations poursuivies et, en parlant dans l'intimité avec certains de leurs participants, il déclarait qu'il était resté en son âme ce qu'il était autrefois. Tous les participants des « beuveries de thé » connaissaient ces déclarations de Kamenev. Quelqu'un d'entre eux en avait parlé à leurs amis « guidés » de Léningrad; ces derniers les firent connaître à Agranov. Kamenev essaya alors de dire qu'on ne l'avait pas compris, qu'on l'avait mal interprété, mais, en fin de compte, il reconnut sa culpabilité, se mit même à pleurer. Mais Staline déclara qu'à présent il ne croyait plus rien et qu'il laissait l'affaire suivre son cours « normal ».

◇◇◇

Il faut reconnaître que du point de vue de la morale politique, la conduite de l'énorme majorité des oppositionnels n'est vraiment pas au niveau voulu. Certes, les conditions qui existent chez nous dans le parti sont insupportables. Il n'existe aucune possibilité d'être loyal, de réaliser entièrement les exigences qui nous sont formulées : il faudrait se transformer en mouchard, courir à la Commission centrale de contrôle pour rapporter chaque phrase entendue plus ou moins par hasard, chaque document oppositionnel tombé sous nos yeux. Un parti qui formule des exigences pareilles n'a évidemment aucune raison de croire qu'il sera considéré comme l'union libre d'hommes ayant les mêmes idées, s'unissant volontairement, dans des buts déterminés. Tous nous devons mentir, sans cela nous ne pourrions pas vivre. Mais il y a des limites qui ne peuvent être dépassées dans le mensonge. Or les oppositionnels, surtout les leaders de l'opposition, ont très souvent franchi ces limites.

Autrefois, nous, vieux « condamnés politiques », nous avions un code de morale bien déterminé en ce qui concernait nos relations avec le monde des gouvernants. Ecrire un recours en grâce était un crime. Celui qui le faisait était un homme fini au point de vue politique. Lorsque nous étions empris-

sonnés ou déportés, nous évitions de donner aux autorités la promesse de ne pas nous évader, même dans les cas où pareille promesse aurait pu nous apporter des avantages : nous étions leurs prisonniers. Leur tâche était de nous garder, la nôtre était de chercher à nous évader. Mais si dans quelque circonstance exceptionnelle il devenait nécessaire de formuler pareille promesse, il fallait qu'elle soit strictement observée. Utiliser un avantage, obtenu en échange d'une « parole d'honneur », pour s'évader, était considéré comme un acte honteux; l'ancien bagne se souvenait des noms de ceux qui avaient accompli pareil acte, discréditant ainsi le titre de « condamné politique ».

A présent, la mentalité est devenue tout autre. On considère comme un fait absolument normal de « recourir en grâce »; c'est « mon parti » et il est absolument inadmissible de lui appliquer les règles élaborées à l'époque tsariste. Telle est l'argumentation à laquelle on se heurte à chaque pas. Pourtant il se trouve que l'on peut à chaque instant tromper « mon parti » parce que celui-ci lutte contre ses adversaires d'idées par des moyens de contrainte et non de conviction. Il en résulte la formation d'une morale spéciale admettant l'acceptation de n'importe quelles conditions, la signature de n'importe quelles promesses, tout en ayant à l'avance l'intention de ne pas les tenir. Cette morale est particulièrement répandue parmi les représentants de la vieille génération des membres du parti : ce n'est qu'à présent, et encore à grand'peine, que la jeunesse se met à rompre avec elle...

Cette morale nouvelle a produit une véritable désagrégation dans les rangs des oppositionnels : les limites de ce qui est admis et de ce qui ne l'est pas se sont effacées complètement; bien des gens ont été amenés à la trahison directe et cynique. En même temps cette morale a donné un argument convaincant à ceux qui étaient adversaires de n'importe quel conciliabule avec les anciens oppositionnels : Peut-on les croire si, par principe, ils considèrent permis de mentir ? Comment distinguer le moment où ils disent la vérité et le moment où ils mentent ? Avec eux une seule ligne de conduite est juste : ne croire aucun d'entre eux, jamais, quoi qu'il dise, quoi qu'il jure. Ce fut, précisément, dès le début de ces débats, le point de vue de Iéjov. Dès ce moment, son orientation remportait une victoire décisive.

Malgré tous les efforts de Kamenev, complètement déprimé par son arrestation et s'attachant à faire croire de nouveau à son repentir et à convaincre ses co-inculpés du « procès du comité de Léningrad du parti » — ce serait le vrai nom à donner à ce procès — qu'ils devraient reconnaître nettemment leur culpabilité, cela ne réussit pas. Aussi le plan d'organiser un procès exemplaire échoua : il fut regardé comme impossible de tenir au grand jour, en un moment aussi tendu, un procès au cours duquel une partie des inculpés contesterait les déclarations de l'autre partie. Ce procès eut lieu à huis clos; ses résultats ne satisfirent personne. Iéjov exigeait la peine de mort. Une campagne fut menée dans ce sens, dans la presse et dans les réunions, mais nombreux étaient encore les anciens bolcheviks qui ne pouvaient se résigner à cette pensée. Non seulement certains membres bien connus du parti s'adressaient à Staline en lui demandant de ne pas appliquer la peine capitale, mais dans l'association des « Vieux Bolcheviks » on rassemblait ouvertement des signatures pour une déclaration collective adressée au Politbureau en rappelant le legs fondamental de Lénine : « Qu'il n'y ait point de sang entre nous »... Visiblement, le terrain n'était pas suffisamment préparé pour la peine capitale. Staline lui-même présenta au Politbureau la proposition de ne pas appliquer cette mesure dans ce procès. Il lui suffisait d'avoir posé la question de cette peine... Mais c'est avec une énergie d'autant plus grande qu'il entreprit une nouvelle épuration du parti.

◇◇◇

Dans les circonstances qui s'étaient créées, il était très naturel que Iéjov avançât rapidement. Non seulement il fit partie du Politbureau, mais il occupa aussi le poste de 5e secrétaire du Comité central; c'était précisément la fonction que Kirov devait exercer après son transfert à Moscou. Toutes les sections que Kirov aurait dû diriger étaient confiées à Iéjov. Dans le Politbureau, le rapport des forces changea : les deux places devenues libres, après le décès de Kirov et de Kouybiychev, tous les deux étaient des partisans de la politique de pacification, étaient occupées par les adversaires les plus décidés de la moindre tolérance.

Ayant reçu les pouvoirs nécessaires, Iéjov entreprit une épuration énergique de l'appareil. Il prononça la dissolution de la Société des anciens bagnards politiques ; Nicolaïev avait emprunté son pathos surtout dans les éditions de cette association. Il supprima aussi l'Association des « Vieux Bolcheviks »; c'était là qu'avaient trouvé asile les « vieillards frondeurs » qui n'avaient pas su comprendre les « exigences de l'époque ». Il supprima, en outre, l'Académie communiste, où s'étaient retranchés les théoriciens « liquidateurs ». Stetsky procéda à une épuration énergique des rédactions de journaux, aussi bien ceux de province que ceux des capitales. Au début du printemps fut organisé le « second procès de Kamenev », lié à un complot contre la vie de Staline, dans lequel prirent part toute une série de fonctionnaires de la sûreté du Kremlin. A en juger d'après l'ensemble, il y avait un grain de vérité dans ce procès : chez nous, on le tint soigneusement sous silence, comme on le fait toujours dans les affaires dans lesquelles on se trouve en présence d'adversaires réels qui ne sont pas brisés. Evidemment, Kamenev avait été joint à cette affaire, absolument sans raison; il n'avait aucun rapport avec elle, mais son nom devait figurer dans ce procès pour continuer à discréditer l'opposition. Les rapports personnels de Staline et de Kamenev étaient tels qu'il ne pouvait être qu'avantageux de s'attaquer à ce dernier. Mais, je le répète, à la base du procès, il y avait probablement quelque grain de vérité; il y avait eu au moins des conversations quant à la nécessité de prolonger à Moscou la voie qui avait été frayée par Nikolaïev à Léningrad... Mais la surveillance protégeant le Kremlin était beaucoup plus vigilante qu'au Smolny.

Les résultats les plus importants de ce procès furent, d'une part, la chute de Iénoukidzé et d'autre part, « un premier avertissement » adressé à Gorki.

Iénoukidzé était un des vieux amis intimes de Staline. Sans aucun doute, ce dernier l'aimait à sa façon. Il entretint avec lui jusqu'à la fin des rapports personnels étroits, Iénoukidzé était un des rares hommes auquel Staline rendait parfois visite; il était toujours invité aux soirées intimes où participait Staline. Celles-ci étaient, d'ailleurs, habituellement organisées par Iénoukidzé. Il avait eu des liens d'amitié avec la femme défunte de Staline; enfant, elle avait joué sur ses genoux. Or, Staline envisage tous les souvenirs ayant trait à sa femme défunte avec une douceur qui ne correspond pas du tout à sa nature. Enfin, Iénoukidzé

était un homme dont Staline était sûr qu'il ne le sapait en aucune façon. Néanmoins, sa chute vint. Elle fut causée par l'aide que Iénoukidzé donna aux accusés de Léningrad et à leur famille.

Il faut le dire, Iénoukidzé aidait assez largement les condamnés politiques et les déportés; c'était connu dans toutes les sphères du parti, ainsi que dans le milieu des prisonniers et des déportés. Certes, Staline le savait aussi; non seulement par les rapports du Guépéou, mais par les récits de Iénoukidzé qui avait même, d'après ce qu'on dit, le consentement tacite de Staline pour agir ainsi. Sans le consentement de Staline, pareille activité de Iénoukidzé aurait été complètement impossible.

Mais à présent, les temps sont changés. Iéjov déclara que la miséricorde de Iénoukidzé affaiblissait l'appareil et que pour donner à celui-ci une combativité parfaite, il fallait éliminer Iénoukidzé. On dit que Staline tenta, dans une certaine mesure, de le défendre; sans doute, ne le fit-il pas bien fort, car Iénoukidzé fut écarté de tous les postes qu'il occupait. La seule aide de Staline, fut qu'il ne subit aucune sanction supplémentaire; il lui fut accordé une place tranquille dans le Caucase septentrional, éloignée de tout rôle politique : il devait diriger les maisons de repos et de cure d'eau... L'entourage de Iéjov essaya de camoufler cette conduite de Staline en lui donnant l'auréole d'une magnanimité spéciale : « Voyez-vous, disent-ils, lorsque cela est nécessaire, dans l'intérêt du parti et du pays, Staline n'hésite pas à sacrifier ses sentiments personnels »... En réalité, la situation est tout autre; étant donné qu'il connaissait très bien cet aspect de l'activité de Iénoukidzé et l'autorisait, l'attitude de Staline paraît plutôt une simple trahison.

Les choses sont plus complexes en ce qui concerne Gorki. Après l'assassinat de Kirov, Gorki devint enragé; il exigea le châtiment des terroristes. Mais aussitôt qu'il fut établi que l'on venait d'utiliser ce coup de feu au point de vue politique pour modifier totalement la ligne de conduite fixée en 1934, à laquelle, lui, Gorki, avait consacré tant d'efforts, il utilisa toute l'influence dont il disposait auprès de Staline pour le persuader de ne pas entrer dans cette voie. Son mécontentement fut particulièrement aigu au cours du second procès de Kamenev, lorsque la vie de ce dernier fut sérieusement menacée.

Tous ses efforts restèrent sans résultat. Staline cessa de rendre visite à Gorki; il ne répondit pas à ses appels téléphoniques. Les choses en arrivèrent au point que la *Pravda* inséra un article de Zaslavski contre Gorki; la veille encore, cette chose eût été impossible. Tous ceux qui sont chargés de savoir n'ignoraient pas que Zaslavski avait écrit cet article sur l'ordre direct de Iéjov et de Stetski. Souvent, on le choisit pour des missions de cet ordre... Sa plume est vive et l'homme ne respecte aucune règle de morale. Gorki se rebella; il en arriva même à exiger son passeport pour partir à l'étranger. Cela lui fut catégoriquement refusé, mais il n'y eut pas de mesure plus décisive contre lui. Malgré tout, Gorki était Gorki, on ne pouvait lui enlever une fonction.

◇◇◇

Toutes ces mesures de terreur à l'intérieur du parti qui succédèrent au premier procès Kamenev-Zinoviev restèrent complètement inconnues de l'observateur étranger. D'ailleurs, au sein du parti même, on n'y accorda relativement que peu d'attention; elles furent exécutées dans les coulisses.

Pour le monde extérieur, le début de 1935 était une période de véritable « printemps soviétique ». Les réformes se succédaient et portaient toutes sur le même point : pacification à l'égard des intellectuels sans parti, extension de la base du pouvoir en faisant participer à la vie sociale soviétique tous ceux qui, pratiquement, par leur travail dans quelque domaine de l'édification soviétique, avaient fait preuve de talent et de dévouement à l'égard des soviets. Tous ceux qui auparavant avaient appuyé les plans de Kirov saluaient les mesures de Staline. En effet, ces mesures ressemblaient tellement à ce qui avait été une composante fondamentale des plans de Kirov ! Quant à Gorki, la réconciliation entre le pouvoir des Soviets et les intellectuels sans parti avait été en général la pensée refoulée de toute sa vie, la justification du compromis conclu avec lui-même en revenant de Sorrente à Moscou.

Dans ces conditions, la terreur qui continuait au sein du parti semblait n'être due qu'à un hasard regrettable et constitua une réaction contre l'attentat de Nicolaïev, réaction qui se prolongea un peu trop; mais en aucun cas, on ne croyait apercevoir là le symptôme d'une modification prochaine et radicale de toute l'orientation de la politique du parti. Tout le monde était convaincu que la simple logique d'une politique cohérente pour le rapprochement avec les intellectuels devait inéluctablement forcer la direction du parti à rentrer dans les rails de la pacification au sein du parti. Il suffisait que Staline abandonnât son accès aigu de susceptibilité maladive ! Pour cela, il fallait de plus en plus fréquemment, de plus en plus tenacement, mettre en évidence le dévouement du parti à l'égard de sa direction actuelle; à toutes les occasions, valables et non valables, louanger Staline personnellement. Que faire s'il a cette faiblesse; s'il n'est possible de calmer sa nature susceptible qu'en recourant à de pareilles ruses de flatterie, à des doses de cheval? Il faut savoir pardonner ses petits défauts en pensant aux grandes choses que Staline a faites pour le parti, notamment en lui faisant traverser les années critiques du premier plan quinquennal. En même temps, il faut parler plus fort encore, avec plus d'obstination, pour annoncer l'énorme modification qui s'accomplit actuellement, la période nouvelle de « vie heureuse » dans laquelle nous entrons. Au cours de cette période, le parti mettra à la base de toute politique l'éducation dans les masses du sentiment de dignité humaine, de respect de la personnalité humaine, du développement de « l'humanisme prolétarien ».

Combien tous nous fûmes naïfs dans nos espoirs ! En jetant un coup d'œil en arrière, il est même difficile de comprendre à présent comment nous n'avons pas remarqué tant de symptômes témoignant que nous nous orientions dans une tout autre direction. L'évolution n'allait pas vers l'établissement de la pacification au sein du parti, mais vers l'accomplissement de la terreur au sein du parti, jusqu'au parachèvement logique de celle-ci. Vers une période de destruction physique de tous ceux qui, par leur passé dans le parti, auraient pu devenir des adversaires de Staline, des candidats à son héritage, à son pouvoir. A présent, il ne subsiste aucun doute; c'est au cours de cette période, comprise entre l'assassinat de Kirov et le second procès de Kamenev, que Staline se décida et qu'il élabora son plan de « réforme » dont les composantes nécessaires, essentielles, étaient le procès des 16 et tous les autres procès que nous connaîtrons dans un avenir plus ou moins proche. Si, avant l'assassinat de Kirov, il hésitait encore et

ne savait pas quelle voie suivre, à présent, il est résolu.

◇◇◇

Ce furent les rapports qui déterminèrent le caractère de cette résolution. Ces rapports démontrèrent que l'état d'esprit véritable de l'écrasante majorité des vieux militants du parti lui était nettement hostile, à lui, Staline.

Les procès et les enquêtes qui succédèrent à l'affaire Kirov démontrèrent incontestablement que le parti ne s'était pas réconcilié avec la dictature personnelle de Staline. Malgré toutes les déclarations théâtrales, au fond de leur âme, les vieux bolcheviks sont contre lui; cette hostilité ne s'atténue pas, elle grandit; l'énorme majorité de ceux qui, maintenant, protestent de leur dévouement, le trahiront demain, à la première modification des conditions politiques.

Ce fut la conclusion essentielle que Staline dégagea des matériaux réunis au cours des enquêtes succédant au coup de feu de Nikolaïev. Il faut lui rendre son dû : il sut trouver aussi une justification de cette hostilité et en tirer des déductions certainement audacieuses. D'après Staline, la cause de cette attitude envers lui était contenue dans les bases mêmes de la mentalité des vieux bolcheviks. En grandissant dans les conditions créées par la lutte révolutionnaire contre l'ancien régime, nous avons tous formé en nous une psychologie d'oppositionnel, de protestataire intransigeant. Que nous le voulions ou non, notre esprit travaille avant tout dans le sens de la critique de tout ce qui existe. Nous cherchons partout, avant tout, le côté faible. Bref, tous nous sommes, non pas des constructeurs, mais des critiqueurs, des destructeurs. Dans le passé, c'était bien. A présent, où nous devons nous adonner à la construction positive, c'est irrémédiablement mal. Avec un pareil matériel humain de sceptiques et de critiquailleurs, on ne peut rien construire de solide. Or, à présent, il importe particulièrement pour nous de construire solidement la société soviétique, car nous allons au-devant de grands ébranlements liés à la guerre prochaine inévitable.

On ne saurait qualifier la déduction qu'il en a tirée de pusillanime. Si les vieux bolcheviks, si le groupe qui forme actuellement la couche dirigeante du pays ne convient pas pour accomplir cette fonction dans les conditions nouvelles, il faut aussitôt que possible, l'enlever de son poste, créer une nouvelle couche dirigeante. Dans les plans de Kirov, la réconciliation avec les intellectuels sans parti, l'attraction des paysans et des ouvriers sans parti dans la vie sociale et politique du pays étaient un moyen d'étendre la base sociale du pouvoir, un moyen de rapprocher celui-ci de toutes les couches démocratiques de la population. Dans le plan de Staline les mêmes mesures prennent une tout autre signification; elles doivent aider à remanier la couche dirigeante du pays, à chasser des rangs de celle-ci tous ceux qui sont contaminés par l'esprit critique. Il faut créer une couche dirigeante nouvelle, ayant une mentalité nouvelle, tendue vers la construction positive.

Il faudrait trop s'étendre pour expliquer dans tous les détails comment furent exécutées les mesures préalables pour réaliser un pareil plan. Evidemment, le maximum d'attention fut concentré sur le remaniement de l'appareil du parti; dans beaucoup de ses parties, il fut radicalement renouvelé. Sans aucun doute aussi, Staline avait décidé d'avance de réaliser ses mesures avant de procéder à la mise en application de la nouvelle Constitution. Nous attendions qu'en tout cas les vieux bolcheviks recevraient de cette constitution quelque garantie des droits « de l'homme et du citoyen ». Dans la pensée de Staline, elle jouait un tout autre rôle. Elle devait l'aider à nous éliminer définitivement de toute influence sur le destin du pays. Le reste fut déterminé par des circonstances plus ou moins occasionnelles.

Après le procès de Kamenev, l'influence de Gorki baissa fortement, mais son étoile n'était pas complètement disparue. Apparemment, il y eut une réconciliation entre lui et Staline. Jusqu'à sa mort, il fut le seul avec qui Staline continua à compter, ne fût-ce que dans une certaine mesure. Peut-être s'il avait vécu, le procès d'août n'aurait-il pas eu lieu malgré tout. En tout cas, incontestablement, la mort de Gorki a définitivement rendu les mains libres à ceux qui, dans le proche entourage de Staline, exigeaient que le massacre fût hâté.

◇◇◇

Fin juillet, on jugea à Moscou, à huis clos, et évidemment en l'absence totale de toute publicité, le procès d'un petit groupe d'étudiants jeunes communistes accusés d'avoir préparé un attentat contre Staline. Presque tous, ils étaient de très jeunes gens. Ils n'avaient rien pu exécuter; ils n'avaient pas été plus loin que des discussions. Mais leurs conversations étaient sérieuses; visiblement, ils étaient décidés à aller jusqu'au bout. C'était là un de ces procès comme il en y a pas mal chez nous. Il s'est accumulé tant de matière explosive dans le pays ! Au Tribunal, la majorité d'entre eux ne nièrent point leur plan; ils n'avaient qu'un souci, c'était de sauver certains de leurs amis personnels échoués par hasard sur le banc des accusés. Ce procès n'était pas compliqué. La sentence était acquise d'avance : après l'affaire Nikolaïev chez nous, toute discussion sur la terreur ne connaît qu'un seul châtiment... Les juges furent d'autant plus étonnés lorsque le procureur exigea que l'affaire fût remise pour un complément d'enquête.

Plus tard, on apprit que le procureur avait formulé cette exigence sur proposition des autorités supérieures. Ces dernières agissaient conformément à des instructions directes émanant du secrétariat du Comité central. Il avait été décidé, au sein de celui-ci, d'utiliser au point de vue politique ce petit procès. Le supplément d'enquête fut confié à Agranov; cela en détermina immédiatement la tonalité. Des fils conducteurs furent établis reliant les étudiants inculpés à leur professeur d'éducation politique et d'histoire du parti. Dans n'importe quelle leçon d'histoire du mouvement révolutionnaire russe, il est toujours facile de trouver des pages contribuant à développer l'état d'esprit critique envers le pouvoir. Or des têtes jeunes et ardentes aiment toujours à renforcer leurs déductions présentes par des références historiques qui leur ont été exposées sur les bancs de l'école. Agranov n'avait qu'à faire le choix parmi les professeurs qu'il y avait lieu de considérer comme complices. C'est ainsi que furent recrutés les premiers inculpés des procès des 16.

Il était plus facile encore d'établir des liens entre eux et les vieux bolcheviks, les anciens dirigeants de l'opposition. Une partie des matériaux avait été préparée d'avance. Agranov, qui depuis l'affaire Nikolaïev dirige tous les procès contre les oppositionnels, a mis en réserve beaucoup de documents de ce genre. Toute la question était de savoir quelle envergure les instances supérieures du parti voulaient donner à ce procès.

Les travaux préparatoires étaient conduits dans

le plus grand secret. La question ne fut pas examinée au préalable au Politbureau. Molotov et Kalinine partirent en congé, ne sachant pas quelle surprise leur était réservée. Depuis l'affaire Nikolaïev, l'inculpation des militants importants du parti renvoyés devant le tribunal révolutionnaire ne nécessite plus le consentement préalable du Politbureau si des actes de caractère terroriste sont attribués à ces militants. Dès le début, Vichinski fut introduit dans cette affaire. Le tout fut dirigé par Iéjov.

Le procès fut une surprise parfaite, non seulement pour les simples militants du parti, mais aussi pour les membres du Comité central, et même pour une partie des membres du Politbureau. Staline donna son consentement à tout; ensuite, lorsque le procès fut lancé, il partit se reposer au Caucase. Ainsi, il n'était pas possible d'organiser une séance du Politbureau, de discuter la question du sort des condamnés. Cette question fut examinée uniquement dans les institutions officielles, dans le présidium du Comité central exécutif des soviets. Personne n'osa se dresser contre la peine capitale. Il n'y eut une certaine lutte qu'au sujet des procès futurs et du cercle de personnes qui seraient entraînées dans ceux-ci. Sous la pression de certains membres du Politbureau, une déclaration fut publiée réhabilitant Boukharine et Rykov; il est symptomatique que cette déclaration fut publiée sans qu'on eût même interrogé ces accusés. Iéjov regrette à présent cette confession et ne se cache pas pour dire qu'il saura encore la corriger. Pendant son congé, Staline, systématiquement, ne répondait à aucune question de ce genre. A présent, il a adopté ouvertement la position consistant à mener l'épuration jusqu'au bout.

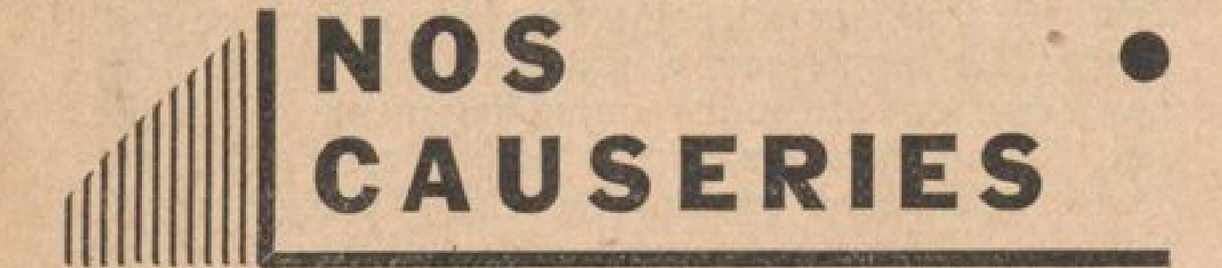
L'argument relatif à l'attitude qu'adoptera l'opinion publique en Europe, est écarté. A toute argumentation de ce genre, il répond avec mépris : « Ça ne fait rien, nous avalerons cela ». Ceux qui s'indigneraient à la suite de ce procès, ne savent pas. Et d'ailleurs ils ne peuvent pas exercer une influence déterminante sur la politique de leur pays. Quant aux « articles des canards », ils ne l'inquiètent nullement.

On ne sait pas encore s'il y aura de nouveaux procès, mais les instructions données à Agranov sont des plus rigoureuses : « Epurer jusqu'au bout ». Iagoda a été débarqué parce qu'il avait tenté légèrement de résister à l'organisation du procès dont il n'avait eu connaissance qu'après que tout était déjà prêt. Il insistait pour que la question fût posée devant le Politbureau. Agranov l'accusa de protéger les vieux militants du parti; actuellement, en fait, il est détenu à domicile. Iéjov, chargé du Guépéou, en a remanié toute la direction ancienne. Parmi les « vieux », il n'a gardé que le seul Agranov. Le nouvel appareil du Guépéou, tant dans la capitale qu'en province, est recruté parmi des secrétaires d'organisation du parti. Ce sont tous des hommes qui ont déjà travaillé avec Iéjov; ce sont ses hommes de confiance.

Des bruits courent qu'une série de détenus sont morts en prison; les interrogatoires sont durs; ceux que l'on interroge ont simplement le choix entre reconnaître ce qu'exige Agranov ou mourir; cependant, il n'y aurait pas eu de fusillade, si l'on ne compte pas les exécutions d'étrangers, tous accusés d'être liés à la Gestapo, à l'Okhrana polonaise, etc... Mais quand on le désire, on introduit dans les listes d'étrangers de ce genre de véritables russes, on dit qu'on aurait agi ainsi avec L. Sosnovski... Inutile de parler évidemment des émigrés, même s'ils ont pris la nationalité soviétique...

Nous tous, les bolcheviks qui avons dans quelque mesure que ce soit, un passé révolutionnaire, nous nous réfugions dans nos terriers et nous tremblons. Théoriquement il est prouvé que nous sommes tous, dans les circonstances actuelles, des éléments indésirables. Il suffit de tomber sous les yeux de quelque participant à l'enquête pour que notre sort soit décidé. Personne n'interviendra en notre faveur.

Par contre, les citoyens soviétiques moyens se voient accorder toutes sortes de faveurs et de tolérances. Cela se fait consciemment. Il faut que dans leur souvenir notre châtiment soit irrémédiablement lié avec le souvenir de concessions que leur accorde Staline...



Nous avons annoncé dans le précédent numéro que la prochaine causerie serait faite par notre camarade Yvon, et qu'elle aurait pour objet :

L'organisation de l'usine en U.R.S.S.

1° *Autonomie et dépendance de l'usine;*

2° *Le « Triangle » — Ce qu'il en reste;*

3° *La Direction (son rôle et son organisation en détail, comparaison avec la direction capitaliste);*

4° *Le prix de revient, ses éléments et comment les cadres de l'usine sont intéressés à son resserrement.*

Cette causerie aura lieu le VENDREDI 19 MARS, A 20 H. 30, à la maison du Peuple, 18, rue Parmentier, Paris (10e).

Camarades Parisiens, prenez-en bonne note.

Le syndicalisme de 1906 ne peut pas mourir

La reconstitution de l'unité syndicale et la formation après les grèves de juin 1936 d'un mouvement syndical puissant, d'un mouvement de masse, auraient dû redonner vigueur à la vieille conception syndicaliste. On sait en quoi elle consiste : regarder le syndicat comme le groupement essentiel des travailleurs aussi bien dans les luttes du présent que dans celles d'avenir pour la transformation sociale. Or on n'entend parler que de la mort du syndicalisme révolutionnaire.

De la part de ses adversaires, il n'y aurait pas lieu de s'en étonner. Leur haine n'a pas désarmé. Réformistes d'hier ou d'aujourd'hui, vieux ou jeunes guesdistes, bolcheviks de large ou de stricte obédience gardent au fond leur mépris ou leur incompréhension du syndicalisme. Pour eux tous le syndicalisme révolutionnaire est liquidé. Comme ils lancent la mode, cela fait vieux jeu que de se revendiquer de la C.G.T. d'avant guerre et d'une résolution de congrès datant de 1906. On est en 1937, que diable! Quel socialiste, quel communiste s'aviserait d'être communiste à la manière du *Manifeste communiste* de 1848. Parlez-nous de la lumière du stalinisme de 1937 !

Voilà que quelques-uns de nos camarades, six, sept, dont certains appartiennent même au « noyau » de la R.P., viennent de déclarer qu'ils ne sont pas des syndicalistes à la manière de 1906. Ils ont voulu sans doute se mettre au goût du jour. Ils ont voulu se défendre contre des appréciations inexactes; en quoi ils avaient parfaitement raison; mais ils ont donné de leur pensée une impression plus inexacte encore. Ils ne voulaient pas laisser entamer la position excellente qu'ils avaient prise au congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne; ils ont peut-être obtenu le résultat contraire.

◈◈◈

Voici exactement de quoi il s'agit. Dans son compte rendu, dans la *République*, du congrès de l'Union, Suzanne Sailly avait montré une masse de délégués à peu près unanime dans laquelle se fondaient ex-confédérés et ex-unitaires, tandis qu'à côté une poignée d'irréductibles se livrait à un combat d'opposition sur de vieilles positions abandonnées. Ceux qui suivent le mouvement connaissent cette journaliste ; ils savent qu'elle s'efforce généralement de comprendre les congrès auxquels elle assiste et que, fidèle aux habitudes de l'ancienne *Information sociale*, elle en rend compte objectivement. Quand elle se trompe, il est utile de le lui dire. Car d'autres qu'elle, en grand nombre, risquent de se tromper. Or, dans la circonstance, elle s'est trompée dans les grandes largeurs et sur deux points importants : sur l'attitude des communistes à ce congrès et ailleurs; sur l'isolement qu'elle prête aux camarades qui critiquèrent le rapport moral.

A la place des camarades visés, j'aurais répondu à Suzanne Sailly sur ces points principaux. Au lieu de cela, ils lui ont écrit sur de tout autres points, secondaires dans le débat. D'ailleurs, voici cette lettre, signée par Roy, Hagnauer, Charbit, Delsol, Fronty et Guigui, telle que l'a publiée la *République* du 9 février :

Nous ne sommes nullement des syndicalistes à la manière de 1906. Fidèles à l'esprit traditionnel du syndicalisme, nous ne méconnaissons nullement les faiblesses du mouvement d'avant-guerre, de son radicalisme en partie verbal et de sa théorie des « minorités agissantes ». Aucun de nous n'est ni léniniste-trotskyste, ni anarchiste.

Connaissant comme tous les militants de la C.G.T. unifiée la valeur des méthodes d'action directe qui ont valu à la classe ouvrière les conquêtes de juin, nous ne sommes pas pour autant hostiles aux réformes. Comme tous les militants, nous considérons que la conquête de réformes toujours plus étendues, obtenues par une pression énergique et réfléchie de la classe ouvrière, est à l'ordre du jour dans la période actuelle.

Aucun de nous ne s'est « élevé avec insistance contre l'arbitrage obligatoire ». Certains d'entre nous ont simplement de sérieuses réserves à faire concernant cette loi, que nous admettons comme mesure de circonstance. Quant à l' « économie dirigée », les militants de Syndicats *(le journal auquel se rattache le camarade Guigui) ont collaboré au plan de la C.G.T., le directeur de* Syndicats *est d'ailleurs secrétaire adjoint de la C.G.T.*

Aucun de nous n'est à aucun degré « contre toute loi sociale, ébauche d'un ordre économique nouveau ». Aucun de nous ne s'est élevé contre la collaboration de la C.G.T. au Front populaire.

Pacifistes, nous avons parfaitement conscience qu'on ne peut pas poser la question de la paix, comme le faisaient les anciens hervéistes, dont on sait d'ailleurs comment ils ont tourné.

Pas trotskystes, c'est bien sûr. Ce qui n'empêche nullement de s'indigner des accusations dont Trotsky est l'objet. Pas anarchistes, c'est aussi sûr. Ce qui n'empêche pas de comprendre l'importance du rôle des anarchistes dans la révolution espagnole. Mais pas syndicalistes à la manière de 1906, j'avoue ne pas comprendre.

Il y a d'ailleurs une contradiction criante entre la première et la deuxième phrase de cette lettre. Comment peut-on être fidèle à l'esprit traditionnel du syndicalisme et ne pas être syndicaliste à la manière de 1906 ?

1906, c'est le congrès confédéral d'Amiens et sa fameuse résolution qu'on évoque constamment, à laquelle on s'est référé encore au congrès d'unité de Toulouse l'an dernier. 1906, c'est aussi le mouvement national pour les 8 heures, la première grande affirmation pratique de l'action directe. Il me paraît difficile de rester fidèle à l'esprit traditionnel du syndicalisme et de rejeter 1906.

La pensée et les méthodes d'alors sont plus que jamais actuelles. Certains aspects, certaines formes ont pu vieillir; des problèmes qui ne se posaient pas alors se posent aujourd'hui; d'autres se posent différemment; mais l'esprit n'a pas vieilli. Il ne peut pas vieillir; ce qu'il incarne, c'est l'émancipation ouvrière réelle. Nous disions alors qu'une révolution politique pouvait parfaitement se produire sans toucher à la condition ouvrière, sans que le sort des travailleurs soit amélioré, sans qu'il y ait libération, émancipation de la classe ou-

vrière. L'exemple de la Révolution russe est là pour nous confirmer dans notre point de vue. Gare aux ouvriers s'ils ne veillent pas sans arrêt. Le syndicalisme de 1906 ne faisait que reprendre ce que le chant de l'*Internationale* avait dit avant lui : « Ni Dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ». Ce qu'avait proclamé la Ire Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Le syndicalisme de 1906 n'avait pas envisagé les « accords circonstanciels » avec les partis politiques, ni la participation à un Front populaire. Il n'avait pas établi de catéchisme répondant à toutes les questions passées, présentes ou à venir. A chaque problème nouveau, il fallait chercher la solution nouvelle. A chaque jour sa tâche. A chaque revendication son effort. L'important c'était de ne pas permettre que la classe ouvrière soit roulée; c'était que l'intérêt ouvrier soit affirmé d'abord et avant tout. Pour cela pas d'autre moyen que de donner à l'organisation ouvrière le premier rôle, le rôle principal, le rôle essentiel. Syndicat d'abord. Les partis après, les sectes après. C'est là l'esprit de 1906. Et si la classe ouvrière laisse les partis prendre le pas sur le syndicat, si elle répond aux appels des partis plutôt qu'à ceux des syndicats, cela peut tenir à ce que ceux-ci l'aient déçue, mais cela peut tenir aussi à ce qu'elle se figure pouvoir obtenir satisfaction avec moins de peine, sans lutte, par le seul fait de bien voter ou de processionner en masse.

Les faiblesses du mouvement de 1906, nous ne les méconnaissions pas. Nous tâchions de les corriger. Croyez-vous que le radicalisme verbal d'aujourd'hui ne l'emporte pas de quelques coudées sur le radicalisme verbal d'alors ? Quant aux « minorités agissantes », avant de les condamner, regardons mieux ce qu'elles représentaient et ce qu'elles représentent encore. Il y a vingt ans, quand les bolcheviks russes voulaient gagner les syndicalistes à l'idée de parti, ils nous disaient que le parti était précisément ces minorités, clairvoyantes et agissantes, groupées à part. Nous l'avons cru un moment. Mais nous nous sommes rendus compte que les minorités agissantes groupées à part, en dehors de la classe dont elles cessaient d'être le levain et le moteur, arrivaient vite à avoir des intérêts distincts de cette masse; à lui faire violence, non pas pour la faire avancer, mais pour la dominer et même l'exploiter d'une nouvelle façon. En Russie, le parti n'est-il pas aujourd'hui contre la classe ? Celle-ci n'est-elle pas sans moyens de résistance parce qu'elle a laissé ses syndicats sous la coupe du parti devenir un simple rouage de l'Etat patron ?

Les minorités agissantes doivent rester dans la classe même, dans l'organisation ouvrière essentielle. Quand elles en sortent, c'est au préjudice de la classe ouvrière. Elles croient marcher plus vite au but; en réalité, elles vont la plupart du temps à des déceptions.

◇◇◇

A la place des six, je sais bien ce que j'aurais dit à Suzanne Sailly. Je lui aurais répondu en contre-attaquant sur les points principaux. La position qu'ils avaient prise au congrès était excellente en tous points. Ne pas la laisser obscurcir était tout à fait facile.

Suzanne Sailly est émerveillée par la sagesse que montrent à la tribune des congrès les communistes qui l'effrayaient tant hier. Elle a quelque mérite, je suppose, à le dire dans la *République*. Mais sa clairvoyance, à cette occasion, ne vaut pas son indépendance. Elle se demande si c'est le parti communiste qui a conquis la C.G.T. ou la C.G.T. qui a conquis les communistes. Elle pose la question sans répondre fermement. Mais c'est déjà beaucoup, c'est déjà trop; elle penche, elle va tomber. Un moment de réflexion avant de tomber ne lui sera pas inutile.

D'après elle, la C.G.T. aurait conquis les communistes; la pratique syndicale les aurait transformés; le souci de l'organisation syndicale, de son unité, de sa force de combat, de son rayonnement, les aurait changés. Si c'était vrai, il faudrait y applaudir. Nous serions sûrement les premiers à nous en réjouir. Mais nous ne croyons pas qu'ils aient changé. Ils sont restés les mêmes. Certains disent qu'ils sont pires. C'est impossible. Le maximum du pire était atteint depuis longtemps; le record était imbattable.

N'ayant pas changé; les fractions communistes continuant à fonctionner souterrainement pour la prise de tous les postes syndicaux; leur sectarisme leur faisant écarter des postes de délégué d'atelier les ouvriers les plus dignes et les plus capables de les remplir; leur fanatisme les amenant à rejeter quiconque appartient à une autre tendance ou à un autre parti, un malaise sourd travaille la C.G.T. du haut en bas.

Suzanne Sailly n'a pas senti ce malaise; j'en suis surpris; elle n'a pas mis l'oreille assez près, sans doute. Pourtant quelque chose aurait pu attirer son attention; c'est la circulaire du bureau confédéral, le mois dernier, condamnant les manœuvres pour la conquête des postes syndicaux. Il n'était pas précisé que ces manœuvres étaient l'œuvre des communistes, sans doute parce que c'était inutile, tout le monde étant fixé. Tout le monde, excepté Suzanne Sailly et les optimistes qui attendent qu'il soit trop tard pour voir le danger couru par l'unité syndicale.

Les communistes ont pris bonne note de la circulaire confédérale... et ils ont continué comme si elle n'existait pas. L'exemple de l'Union de la Seine est là pour le prouver. La proposition des Typos de maintenir la parité n'a pas été retenue. Les communistes étaient les maîtres; ils récoltaient le bénéfice de leurs efforts et de leurs manœuvres souterraines d'un an. Une fois installés, ils n'ont rien eu de plus pressé que de brandir leurs foudres contre « les manœuvres que tentent encore quelques personnalités sans influence et sans mandat, cherchant à créer un mouvement fractionnel dans la C.G.T. ». Naturellement, il ne s'agit pas du mouvement fractionnel communiste qui n'a jamais été interrompu. Ils s'en prennent à la riposte tardive qu'il a provoquée.

Les communistes ont rentré leurs griffes pour s'installer dans la maison syndicale. Une fois les maîtres, ils les montreront; ils les montrent déjà. Quiconque ne s'inclinera pas devant eux, c'est-à-dire devant leur parti et devant Moscou sera insulté et chassé. On a déjà vu, paraît-il, à une assemblée des métallurgistes de chez Gnome et Rhône, le député Gitton traiter d'agent de la Gestapo un militant de cette

usine qui avait osé parler de l'indépendance du syndicalisme. Au congrès de l'Union, les deux phrases sur la Russie avaient été insérées pour mesurer la réaction qu'elles provoqueraient. La réaction de nos camarades a été assez vigoureuse pour obliger le rapporteur communiste à battre en retraite. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions. Aucun des vieux ex-confédérés n'a eu le courage d'intervenir dans la discussion. Les jeunes délégués qui assistaient à ce congrès n'ont pas compris les interventions de Delsol et de Charbit. Je l'ai vu par le délégué de mon Centre syndical. En rendant compte de son mandat, il n'était pas encore revenu de sa stupéfaction. A ses yeux, Charbit était un provocateur. Il avait osé défendre Trotsky. Pour un crédule lecteur de l'*Humanité,* c'était l'abomination de la désolation. Son sentiment était d'ailleurs partagé par tant de gens que j'eus l'impression d'être à une réunion de cellule plutôt qu'à une réunion de Comité intersyndical. Le président me confirma dans cette impression en me retirant cavalièrement la parole. La colonisation des organisations syndicales par le parti communiste est très avancée. La C.G.T. n'a pas conquis les communistes; ils sont bien restés les mêmes. Par contre, au train où cela va, le parti communiste pourra bientôt planter son drapeau sur la C.G.T.

Il faut dire qu'il n'a guère été contrarié par les vieux confédérés. Une seule bataille de tendance a été livrée dans l'année, celle du cumul des fonctions syndicales et politiques. Les communistes l'ont emporté dans beaucoup d'organisations, grâce à l'aide des socialistes et de certains vieux confédérés. La plupart des socialistes se disent que dans les autres pays le cumul existe; pourquoi n'existerait-il pas en France ? Beaucoup de vieux militants confédérés sont tout prêts à se laisser faire une douce violence. Après tout, pourquoi n'iraient-ils pas aussi au Parlement ? Pour combattre vraiment le cumul, il n'y a guère eu, comme au congrès de l'Union, qu'une petite poignée de militants ayant tous appartenu plus ou moins à quelque opposition, soit à la C.G.T., soit à la C.G.T.U. Cela ne veut pas dire qu'ils soient isolés. Cela veut dire qu'ils restent seuls pour exprimer la pensée des troupes ex-confédérées dans la plupart des cas et celle d'une bonne part des troupes sur lesquelles règnent les communistes. Si bien dressés que soient les cadres communistes, la pensée de la base pourrait bien trouver le moyen de s'exprimer avant qu'il soit longtemps. Suzanne Sailly s'est trompée en se figurant que l'opposition du congrès de l'Union ne représentait rien que du passé, de vieilles idées respectables, mais périmées, sans prise sur la réalité d'aujourd'hui, et pas de troupes. Comme elle s'est trompée en pensant que les communistes avaient changé.

◇◇◇

Déjà l'on commence à nous dire de plusieurs côtés : « Vous l'avez voulue, l'unité; vous voyez ce qu'elle donne ».

Bien sûr, tout ne va pas pour le mieux. Rien ne va d'ailleurs jamais pour le mieux. Mais qui pouvait s'imaginer que dans la C.G.T. reconstituée il n'y aurait jamais de frictions ? Personne, je pense. L'important, c'est que les frictions ne compromettent pas le travail pratique et qu'elles n'aillent jamais jusqu'à remettre en cause l'unité.

Nous avons lutté pour que l'unité se refasse. Grâce au 6 février, elle s'est refaite. Elle a donné déjà de beaux résultats. Sans elle, l'explosion de juin ne se serait probablement pas produite; en tout cas, elle n'aurait pas eu la même ampleur. Aujourd'hui nous avons une C.G.T. de cinq millions de membres, une classe ouvrière qui a appris le chemin des syndicats. Il faut garder ces cinq millions et les grossir même s'il est possible.

Pour les garder, il ne faut pas que l'enseigne communiste soit mise sur la C.G.T. Sitôt qu'elle y serait, les cinq millions de syndiqués qui se sont rassemblés auraient vite fait de se disperser. Il faut éviter cela à tout prix.

Duret a vu au congrès de l'Union se dessiner le nouveau type de militant syndicaliste que connaîtra le mouvement français de la période nouvelle, un mouvement où la primauté demeure à l'action pratique. Ce qui me frappe, au contraire, dans tous les derniers congrès, c'est que je ne vois pas pointer les militants du mouvement de juin qui discutaient serrés avec leurs patrons et qui organisaient si remarquablement la lutte dans leurs boîtes. Est-ce que par hasard ils n'auraient pas trouvé leur place au premier plan dans les syndicats ? Autre chose encore, l'action pratique ne me paraît pas la préoccupation dominante des militants qui donnent le ton. Simone Weil a pu dire, sans être injuste, que le rapport d'Hénaff sur les tâches était remarquablement vide. Le prochain sera bourré de choses probablement, mais ne vaudra pas mieux, s'il n'est qu'un catalogue de revendications. Raynaud, le nouveau secrétaire général de l'Union de la Seine, multiplie les articles sur la société Maggi qui sabre impitoyablement les militants du syndicat de l'Alimentation. S'il avait réfléchi aux moyens de dresser le poil à un patron de ce genre, s'il avait demandé aux militants d'y réfléchir, il y a longtemps qu'on lui aurait dit : Et le boycott ? Une Union d'un million de membres peut user avec profit de cette méthode de lutte préconisée par le syndicalisme de 1906. Que l'Union de la Seine s'en serve avec prudence, dans des cas qui en vaillent la peine, il y a toutes chances pour qu'elle obtienne d'utiles manifestations de solidarité intercorporative. Mais Raynaud et ses amis sont moins préoccupés de renforcer la force ouvrière que de capter cette force dans l'intérêt de leur parti et pour la faire servir aux objectifs qu'il poursuit.

◇◇◇

Au lendemain du congrès de l'Union de la Seine, il est clair que le travail fractionnel des communistes a fonctionné, tandis que les autres tendances du mouvement sont demeurées inactives. Peuvent-elles bloquer toutes ensemble et former un large front de résistance ? Ce n'est pas de notre côté vraisemblablement que viendront les objections les plus importantes. Quoi qu'il en soit, chaque tendance a intérêt à parler au grand jour. L'hebdomadaire *Syndicats* est venu bien tard et n'est guère hardi. Il importe que ceux qui sentent le danger qui menace la C.G.T. se portent plus en avant. Ce n'est pas le moment de répudier les idées de 1906. C'est le moment de les réveiller.

Pierre MONATTE.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Colonianisme assassin !

L'assassinat des 16 grévistes du Sud-tunisien, dont la mort à une époque où le syndicalisme était réellement indépendant aurait provoqué d'autres réactions que des regrets et des demandes d'enquête, donne toute sa signification à la condamnation de l'occupation des usines, si chère au « néo » manqué, Max Dormoy.

Les protagonistes de cette condamnation sont les premiers responsables des tueries de Metlaoui et de Djebel M'dilla.

Mais il y a d'autres responsables : ce sont les dirigeants de la C.G.T., pour le peu de cas qu'ils ont toujours fait des revendications des peuples coloniaux, pour le peu de considération qu'ils ont toujours eu pour l'indigène tout court.

Et les hommes de la Banque Mirabaud, dont les mines de phosphates sont la propriété, le savent bien.

Ils connaissent l'attitude de la C.G.T. envers les militants de la C.G.T. tunisienne.

Ils savent aussi que l'assassin d'Acherchour a été remis en liberté, sans que cela ait provoqué l'indignation ouvrière.

Au fond nos colonialistes savent que pour nos dirigeants confédéraux l'indigène est resté le bicot. *Aussi à quoi bon se gêner.*

Combien d'ouvriers français parmi ceux que les indigènes ont épaulés dans le mouvement de juin ont-ils été émus par la nouvelle des assassinats des 16 mineurs du Sud-tunisien ? Bien peu, certainement !

La C.G.T. ne vengera pas les morts de Metlaoui. Seuls les ouvriers tunisiens peuvent le faire.

..Puissent-ils enfin être convaincus qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour venger les morts et sauver les vivants du fascisme colonial.

J.-P. FINIDORI.

L'unanimité mensongère

Je me proposais de consigner quelques réflexions à propos de la déclaration de l'Union des Syndicats de la région parisienne qu'a publiée la presse ouvrière le 24 février. Mais, au fait, qui pense encore à ce texte ? N'est-il pas passé inaperçu de la plupart des militants ? Il semble avant tout nécessaire de le reproduire ici :

La commission exécutive de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne s'est réunie le 22 février. Elle s'est félicitée du retentissement considérable qu'a eu, tant à Paris qu'en province, le congrès qui s'est tenu à Huyghens les 5, 6, et 7 février 1937.

L'unanimité qui, depuis le début jusqu'à la fin, même sur la désignation de l'organisme de direction, s'est manifestée sur tous les problèmes soumis au congrès, a démontré à quel point s'est renforcé et consolidé l'esprit d'unité de Toulouse, le bloc en profondeur de tous les syndiqués, et à quel point, sont incompréhensibles, sans effet et condamnables les manœuvres que tentent encore quelques personnalités sans influence et sans mandat, cherchant à créer un mouvement fractionnel dans la C.G.T.

Elle rappelle que ce résultat a été obtenu sur la base de l'application des décisions du congrès de Toulouse qui, plaçant la C.G.T. au-dessus de tous les partis et de toutes les sectes, garantit à chacun sa place dans un large mouvement syndical ouvert à tous, qui se fortifie sans cesse et va vers de nouvelles victoires.

Ce n'est pas très clair. Précisons donc que c'est de notre tentative de faire revivre la Ligue Syndicaliste qu'il s'agit. Raynaud et Hénaff furent les initiateurs de ce texte, lors d'une réunion du bureau de l'Union des Syndicats qui se tint quelques jours après le communiqué par lequel nous annoncions notre intention. Toutefois, il fut décidé qu'on ne nommerait pas la Ligue, sans doute pour ne pas lui faire de publicité. La question fut portée devant la Commission exécutive. Deux de ses membres, Hagnauer et Pacault, votèrent contre le texte proposé. Cela, bien entendu, on ne l'indique pas. En bonne démocratie syndicale, les « cochons de payants » n'ont pas à en être informés. Il doit leur suffire de savoir que les grands chefs ont lancé l'anathème contre les « personnalités sans influence et sans mandat » que nous sommes.

A ce propos, je veux, sans attendre, rappeler que, lorsqu'il m'est arrivé de détenir un mandat dans le mouvement syndical — c'est justement le cas en ce moment — je me suis toujours efforcé de remplir ce mandat dans des conditions différentes de celles dans lesquelles l'un de nos censeurs, Henri Raynaud pour ne pas le nommer, a rempli, voilà quelque dix ans, celui de trésorier de l'Union régionale unitaire. Raynaud ne m'obligera sans doute pas à revenir plus en détail sur le rapport que je fus amené à établir sur sa gestion.

Mais ce n'est pas là le débat essentiel. Non plus, par exemple, que de savoir si les personnages évidemment influents que sont Raynaud et Hénaff peuvent se targuer de représenter leur corporation respective. Si je suis bien informé, il y a quelque divergence entre la direction des Syndicats des Agents des P.T.T. et des Cimentiers et les conceptions des deux secrétaires susnommés. Passons...

Il y a deux points importants en cette affaire.

Le premier, c'est que nous n'avons pas à créer de mouvement fractionnel dans la C.G.T. Ce « mouvement fractionnel » n'a, en effet, jamais cessé d'exister. C'est le mouvement des fractions communistes. *Celles-ci continuent à vivre. Soi-disant abandonnées, condamnées, les fractions communistes travaillent, dans l'ombre, à s'emparer des leviers de commande du mouvement syndical unifié.*

Dans la dernière R.P., j'ai cité neuf exemples pris dans les syndicats parisiens ci-après : Serruriers, Municipaux, Personnel de la S.T.C. R.P., Contrôleurs de la S.T.C.R.P. (où, d'ailleurs, la fraction s'est cassé le nez...), Garçons de café, Boulangers, Confections pour dames, Casquettiers et Banque et Bourse. Aucun démenti ne m'a été apporté, aucun démenti ne me sera apporté. Bien au contraire, d'autres exemples s'ajouteront à ceux que j'ai cités. Maurice Wullens vient de m'adresser ce billet :

Outre les exemples que tu connais, en voici un autre absolument certain. La Fraction de l'Enseignement n'a jamais tant existé que depuis qu'elle est soi-disant supprimée. A l'occasion des élections au C.S., elle s'est réunie (assez péniblement d'ailleurs : ils étaient 4 ou 5 seulement !!!) *Fournial*, qui nous est arrivé de Toulouse, porteur de la bonne parole, a composé une liste-type (sur laquelle j'étais bien entendu rayé, comme tous les copains), et cette liste a été envoyée dans les écoles, aux communistes et communisants dont on se croyait sûr ! Mais le terrain n'est guère favorable (le S. U. ne groupait guère plus de 100 instituteurs, sur 6.000 je crois, et ne tirait sa force que des agrégés et des étudiants...), et c'est ce qui explique comment Hagnauer, Bureau, Lavergne et les autres ont été réélus brillamment. Moi-même, je suis passé 21e sur 21; malgré la petite manœuvre et *grâce à quelques sympathisants communistes dégoutés qui ont rétabli mon nom sur les listes reçues et m'ont ensuite dévoilé la combine !!!*

On voit combien j'avais raison, la quinzaine dernière, d'écrire qu'il n'y aurait pas besoin de beaucoup d'efforts pour trouver de nouvelles preuves de la continuation des fractions communistes. Dans les sections syndicales d'entreprise des Métaux parisiens, est-ce que ce ne sont pas les cellules qui continuent à faire la loi ? Sauf quelques exceptions, chez Rateau, par exemple, n'est-ce pas, camarade Timbaud ? Ne parlons pas du Bâtiment, où les fractions opèrent au vu et au su de tous. Et si nous jetions un coup d'œil sur la province, nous nous apercevrions bien vite qe la conquête totale de certaines Unions départementales — la Somme, par exemple — n'a été possible que grâce au fonctionnement des fractions.

N'est-ce pas ce travail clandestin des fractions que Léon Jouhaux a voulu viser dans son article paru dans le Peuple *du 2 mars, où on a pu lire ces lignes :*

Les résultats obtenus, les droits nouveaux acquis, préludant à la réalisation de la démocratie sociale, sont là pour attester la valeur de l'unité retrouvée et pour indiquer à chacun la route à suivre; renforcer cette unité en écartant délibérément tout ce qui pourrait désunir.

Criminels seraient celui ou ceux qui, consciemment ou inconsciemment, par des manœuvres plus ou moins obliques, par des pratiques plus ou moins déloyales, tenteraient à nouveau de dresser les travailleurs contre eux-mêmes.

Cela n'a pu être écrit qu'à propos des fractions communistes. Si, en effet, la Ligue Syndicaliste revoit prochainement le jour — ce qui n'est pas encore chose faite — ce ne sera qu'en pleine lumière, sans aucune de ces « manœuvres plus ou moins obliques », sans l'ombre de ces « pratiques plus ou moins déloyales » dénoncées par Jouhaux. Ce sera pour réagir, dans le cadre de la démocratie syndicale, contre ces manœuvres et ces pratiques. Il ne s'agira pas d'une tendance plus ou moins marquée. Il ne pourra être question que de la coordination des efforts de tous ceux qui veulent l'indépendance du syndicalisme, quelles que soient leurs conceptions personnelles sur les problèmes du jour.

Que ce soient la Ligue Syndicaliste, les « Amis de Syndicats » ou même les Amicales socialistes, la réaction contre les fractions communistes ne tardera pas à se manifester d'une façon plus nette et beaucoup plus retentissante. Nous ne faisons ici, sur bien des questions, qu'enregistrer les symptômes de ce qui couve et qui s'étalera demain. L'Union des Syndicats peut publier tous les communiqués qu'elle voudra, elle n'empêchera pas les victoires du travail fractionnel qu'elle couvre de manifester, tôt ou tard, leurs vrais sentiments.

Il n'y a qu'un « mouvement fractionnel » dans la C.G.T. : c'est celui des fractions et des cellules.

Cela posé — et démontré — il reste à se demander ce que vaut l'unanimité, la grande unité, le « bloc en profondeur » (sic) dont on se targue. C'est le second point important. Il ne nous sera pas difficile, la prochaine quinzaine, de montrer combien cette unanimité est mensongère.

M. CHAMBELLAND.

PARMI NOS LETTRES

Notre « malaise » Pour faire suite aux opinions déjà publiées sur ce sujet (*R. P.* nos 238 et suivants), voici de larges extraits des lettres que nous ont adressées le mois dernier deux camarades de la Loire, tous deux instituteurs.

D'abord, de Thévenon :

...Nous en avons un peu gros quelquefois de voir notre section de la Loire ne pas poursuivre l'action sociale importante qu'elle pourrait faire en ce moment. La tâche immédiate des militants syndicalistes ne consiste-t-elle pas, tout en organisant l'action et l'éducation syndicales, à empêcher la mise en tutelle de la C. G. T. par le P. C. et son intégration dans l'Etat? Nos sections du S. N. peuvent beaucoup dans cette voie. N'ont-elles pas des représentants dans toutes les U. L. qui viennent de se créer ? Mais ces représentants il faut les documenter, il faut peut-être ranimer en eux un peu de cette confiance, de cette foi indispensables pour affronter les fanatiques organisés que nous avons en face de nous. Cela est-ce un compilateur de documents sociaux qui peut le faire et diriger l'action sociale d'une organisation ? Aurons-nous donc fait notre tâche quand nous aurons prouvé à un auditoire, avec un tas de documents à l'appui, que la presse est pourrie et que 200 familles nous gouvernent ? Non. C'est bien peu de chose cette besogne de compilation. Elle n'a de valeur qu'autant qu'elle va de pair avec une participation active à toute la vie syndicale ouvrière.

Le malaise, Hagnauer, dans la Loire, vient au fond de l'insistance de nos amis, qui ont perdu le contact avec les ouvriers à vouloir diriger et traduire l'action sociale de notre organisation; il vient de leur glissement vers un néo-syndicalisme influencé par les « élites » bureaucratiques et qui s'oriente vers l'organisation d'une société nouvelle par en haut, par plans conçus par quelques cerveaux placés aux leviers de commande; le malaise, il vient du fait que quelques amis de la vieille équipe ont perdu confiance en l'action syndicale telle qu'elle fut définie en 1906, alors que nous, nous nous entêtons à la conserver. Notre esprit de classe et notre confiance en l'action syndicale — que nous avons vivifiée pendant les grèves de juin — nous font sentir les dangers de la mystique front populaire tout autant que les menaces d'investissement de la C.G.T. par le P.C. Oui, Hagnauer, nous avons confiance, et quand je dis nous je t'englobe dans le nous, et c'est peut-être ce qui nous pousse à nous exprimer quelquefois brutalement; nous sentons que le prolétariat porte en lui assez de forces — latentes ou apparentes — pour conserver l'espoir d'organiser la société future, à condition qu'il ait une pensée propre et qu'il conserve des organisations vraiment indépendantes. C'est peut-être ce qui nous sépare d'excellents camarades comme Emery qui en arrivent à douter qu'on puisse échapper à l'instauration d'un régime to-

talitaire. A ces camarades, l'évolution actuelle, la tendance générale actuelle des sociétés donnent raison. Nous, nous avons notre foi en la classe ouvrière, que juin a ranimée; nous persistons à penser que le prolétariat peut prendre le pouvoir pour lui s'il reste attaché à ses syndicats et les conserve indépendants, si ses militants veulent, s'ils gardent confiance au syndicat et placent le syndicat au-dessus des autres groupements, au-dessus des courants qui emportent les foules. Si les classes moyennes sont capables d'imposer le fascisme, elles qui sont venues tard à l'organisation et à la lutte, le prolétariat ne peut-il continuer de prétendre réaliser le socialisme ? Si. Mais il ne faut pas le désorienter avec trop de concessions, il ne faut pas semer le doute en lui en se cramponnant trop aux classes moyennes, il ne faut pas lier son sort à celui d'un gouvernement d'intérêt général, il ne faut pas lui parler à la fois nation et internationalisme...

Tout en ayant tout le tact nécessaire à un militant responsable d'une importante organisation, il faut se ressaisir, résister aux ambiances. Il va falloir s'affirmer si nous ne voulons pas être emportés, nous et notre idéal. Nous avons encore des raisons d'espérer, gardons-les et attelons-nous vaillamment à la besogne. La R. P. est plus que jamais nécessaire. Hagnauer, tu dois y rester et y collaborer activement. Si ceux qui nous quittent n'ont pas des raisons profondes pour partir, s'ils n'ont pas des divergences profondes avec la R. P., ils reviendront...

◇◆◇

Voici maintenant des extraits d'une longue lettre de J. Duperray :

Nous admettons que le ton de Louzon ne soit pas agréable à toutes les oreilles, que la politique de Léon Blum soit parfois sympathique (ou tout au moins ses discours) et qu'elle le soit d'autant plus qu'elle est plus attaquée par les communistes qui, eux, poursuivent des buts bien définis.

Nous admettons que la politique à l'égard de l'Espagne soit bien difficile à définir, et le soit de plus en plus (solides arguments que ceux d'Emery dans sa lettre-réponse). Pour ma part, non seulement je n'ai pas d'opinion à ce sujet, mais je n'en ai pas encore entendu défendre de façon probante.

Admettons même que Louzon aie généralement trop fortement tendance à s'attaquer à Blum et seulement à la personnalité de Blum sans envisager toutes les circonstances où évolue ce dernier. Regrettons que la R. P. ne mette pas assez l'accent sur la critique du mouvement syndical, des centres syndicaux, et appuie trop sur celle du gouvernement.

Car c'est avec la C.G.T., à cause de la C.G.T. (quelquefois semble-t-il), avec ou sans interprétation du Congrès de Toulouse, c'est avec elle qu'agit le gouvernement, et s'il y a trahison, le plus syndicaliste des militants doit reconnaître que c'est plutôt de la part des syndicats qui ne sont pas dans leur rôle, alors que Blum reste, à quelque chose près, dans celui qu'on avait pu prévoir.

Loin de moi pourtant l'idée de vouloir empêcher Louzon de traiter Blum comme bon lui semble, et surtout l'idée de prendre le langage de Louzon comme prétexte à éluder les terribles questions qu'il pose.

Ce qui est regrettable, ce n'est pas qu'on parle mal à Blum, mais c'est qu'on ferme gentiment les yeux sur toutes les précisions qu'apporte Louzon tendant à prouver que, non seulement on a fermé la porte aux appels normaux des camarades espagnols, mais que commercialement le gouvernement de Front populaire français prend des mesures de faveur à l'égard de Franco, et des mesures d'exception contre le commerce républicain espagnol...

...Que l'on ne dise pas : nous sommes toujours des syndicalistes, mais c'est à propos de l'Espagne qu'existe notre plus grave désaccord, parce que nous mettons la paix au-dessus de tout.

On devrait alors mettre la paix plus haut encore lorsqu'il s'agit des colonies de l'impérialisme français ou de l'intégrité de notre territoire du côté du Rhin. Et où devraient bondir après le fameux débat de la Défense nationale, le travail de motorisation de l'armée, les propositions de distribution des masques à gaz, ceux qui bondissent à propos de la position de Louzon ?...

...Il faut surtout chercher la cause de notre malaise dans les ravages causés par la mystique (c'est le terme consacré je crois) du planisme en général et du Front populaire en particulier.

...La réalité c'est qu'il y a deux états d'esprit : l'un fait d'opportunisme, de respect pour les grandes constructions diplomatiques ou économiques, pour les discours logiques, et les ministres, pour la république bourgeoise, redevenue le but, pour la collaboration des classes et le retour à l'idée de nation, un peu de tout cela, ou tout cela à la fois, qui caractérise le viel esprit social-démocrate...

...L'autre état d'esprit, contre le centralisme, les mystiques, l'arbitrage obligatoire, les défilés tricolores, pour le fédéralisme, l'autonomie de la classe ouvrière, de son action et de ses mots d'ordre, pour les petites revendications claires et atteignables contre les grandes machines politiques planistiques, dynamiques, mystiques et économicodirigeables; méfiant à l'égard des porteurs de maroquins, antiparlementariste par essence et ennemi des liaisons administratives est l'état d'esprit que défend notre R. P.*, celui des anarcho-syndicalistes de la C.N.T. espagnole.*

Ce sont deux états d'esprit opposés dès que l'indépendance du syndicalisme ne devient qu'une machine pour la concurrence entre deux partis, et dès que les camarades correspondant à la première fraction, tout fiers de leurs ailes neuves, tentent d'abandonner à leur sort de parents pauvres, de romantiques et de découvreurs d'Amérique ceux de la deuxième.

Ce sont deux états d'esprit opposés dès que les camarades de la première fraction refusent de prendre au sérieux l'idéologie commune de l'indépendance du syndicalisme et refusent de se dresser, contre l'intégration progressive des syndicats dans les rouages de l'Etat bourgeois opppresseur, confiants dans le miroitement des beaux plans et des nationalisations-miroirs-aux-alouettes.

Comme le disait un jour un vieil abonné, lui aussi, de la Révolution Prolétarienne, *Fontaine : «Notre revue est restée ce qu'elle était, elle n'a pas sacrifié à la première de ces deux conceptions admise par la plupart; elle est restée ce qu'elle était, et c'est une raison suffisante pour expliquer une gêne chez ceux qui s'éloignent...*

...Evidemment les invectives, même classiques, ne sont pas particulièrement indiquées dans les explications que nécessite une période de tension où il s'agit d'éclairer, pour le bien de tous, les positions de chacun. Ne serait-ce que parce qu'elles fournissent à des camarades l'occasion de se mentir à eux-mêmes sur leur propre évolution.

En Espagne, la question la plus importante pense Emery, est maintenant de savoir qui triomphera de l'anarcho-syndicalisme ou de la dictature communiste, guère préférable au fascisme (même avec la complicité des ministres socialistes, ajoutons-nous).

Où Louzon est dans une ligne parfaite, c'est lorsqu'il montre qu'avec les meilleures intentions du monde, un cartel de gauche en régime capitaliste ne peut qu'en rester au soutien du capitalisme, à la diplomatie capitaliste, au nationalisme capitaliste indifférent devant les révolutions ouvrières mais féroce lorsqu'il s'agit de ses intérêts impérialistes et territoriaux, c'est lorsqu'il pose cette terrible question posée en d'autres termes par notre camarade Emery, et il y a plus longtemps par Simone Weil (au milieu de l'ndifférence générale) : « Comment se fait-il que les régimes et les gouvernements les plus différents en apparence sont aujourd'hui obligés de prendre les mêmes mesures, celles que l'on reconnaît être à la base du fascisme ? »

C'est cette question qui se pose à des échelles différentes, tant pour l'avenir du mouvement ouvrier que pour les moindres manifestations de la vie actuelle.

C'est pour résoudre cette question que nous nous retrouverons, espérons-le, réunis, quand sera disparu le vertige « Front-Populaire ».

JOURNAUX • LIVRES, REVUES

ROSMER

Le mouvement ouvrier pendant la guerre

UN LIVRE VÉCU

J'arrive un peu tard pour présenter ici ce beau livre de Rosmer qui devait être écrit et dont nous attendons la suite impatiemment. Ce compte rendu, d'autres devaient l'écrire, plus autorisés peut-être par les luttes qu'ils ont menées. Mais ils n'ont pas tenu la promesse qu'ils avaient faite au cuisinier de la *R. P.* C'est pourquoi je viens payer aujourd'hui mon tribut d'admiration et de gratitude à Rosmer pour ce qu'il eut, lui et ses compagnons, le courage de faire, pour cette histoire qu'il a écrite après l'avoir vécue.

En éditant ce gros ouvrage, dont l'acquisition est un peu onéreuse, la *Librairie du Travail* ne se dissimulait pas les difficultés de l'écouler. Mais elle se devait de le publier, comme elle a publié le *Livre Noir*, comme elle lança, vers la fin de la guerre, les brochures pacifistes et révolutionnaires du *Comité pour la reprise des relations internationales.* Ce qu'il y a de singulier dans ce cas, c'est que l'auteur et l'éditeur, Rosmer et Hasfeld, en résistant jadis à l'esprit de guerre, scellaient déjà leur collaboration, écrivaient à l'époque les pages vivantes de cette histoire. Ils n'ont eu qu'à puiser dans leur passé pour y découvrir la substance de ce long récit.

D'avoir été écrit par un partisan, par un lutteur de l'internationalisme prolétarien, ce livre y gagne d'être passionné, de prendre parfois l'accent de la vengeance et de la justice. Il est en effet un témoignage, en même temps qu'un acte rétrospectif d'accusation. Du train où l'on va, dans cette Union sacrée avant-guerrière qui se cimente dans la jobardise jacobine, ce livre ne manquera pas de devenir hérétique, et puis certains roublards nous objecteront sûrement que le passé ne compte plus, qu'il faut en secouer la poussière. Mais n'importe, du moment que ce livre de courage et de fidélité peut donner une indignation tonifiante à ceux qui douteraient d'eux-mêmes et se décourageraient devant les reniements scandaleux !

Mais si ce livre est rempli de passion, quelle n'est pas sa supériorité sur les histoires du mouvement ouvrier, politique ou syndical, que fausse un parti pris de secte ! On sait, en effet, que, fidèles aux méthodes des théologiens catholiques, certains de leurs confrères en bolchévisme, enfants chéris d'une troisième période bien dépassée, projettent en arrière leur doctrine momentanée pour étriquer à ses proportions les événements de la guerre. Ils ne voient des internationalistes de 1914 que leurs faiblesses, du moment que ceux-ci ne pensaient pas tout à fait comme Lénine pensa plus tard. Visiblement, ils sont irrités que l'opposition à la guerre soit venue de ce méprisable petit anarcho-syndicalisme. Ici, au contraire, dans le livre de Rosmer, nous saisissons le pacifisme de guerre avec son contenu réel, son authenticité, sa vraie grandeur. L'histoire n'en est pas faussée, ni ratatinée. Les syndicalistes français d'opposition y pensent comme ils pensaient, non comme ils auraient dû penser.

Il ne sera plus possible désormais d'escamoter leurs accusations et leurs actes comme l'ont fait certaines publications du syndicalisme officiel. Et leur action prendra toute sa valeur dans les futurs travaux des historiens qui pourront, s'ils ont l'esprit assez compréhensif, saisir la portée dramatique de cette lutte qui mit aux prises une poignée d'hommes clairvoyants contre la guerre organisée, la pensée asservie des fonctionnaires syndicaux, des politiciens, des intellectuels déchaînés qui déshonoraient l'esprit. Les textes cités par Rosmer, dont la plupart sont devenus introuvables pour la nouvelle génération, sont autant de preuves authentiques. Ceux d'entre elle qui réfléchissent et qui luttent reconnaîtront un peu de leur pensée dans ces écrits de combat qui devaient ne pas disparaître. Ils auront aussi un regard attendri pour une illustration émouvante qui aide à évoquer cette dure époque où des hommes travaillaient à la fois pour la paix et l'honneur ouvrier.



HISTOIRE D'UN RENIEMENT

Il est impossible de consigner ici toute la substance de cette histoire qui débute par un aperçu lumineux sur le mouvement ouvrier depuis la Commune pour s'arrêter à septembre 1915 (Conférence de Zimmerwald). Nous nous résignerons à la plus grande sobriété, d'autant plus que nos lecteurs qui n'ont pas lu le livre en trouveront la substance condensée dans une brochure, préfacée par Marcel Martinet, autre témoin et autre acteur, qui constitue le n° 2 des *Cahiers de Spartacus* (1).

L'un des aspects les plus marquants du syndicalisme d'avant 1914 fut son internationalisme. Les motions de ses congrès dirigées contre la guerre, avec la menace de la grève générale révolutionnaire expressément formulée à Marseille en 1908, ne pouvaient laisser aucun doute. Par ailleurs, l'attitude de la C. G. T. devant les menaces de guerre fut énergique et son antimilitarisme (Sou du Soldat) brava la répression.

Jusqu'aux derniers jours, après Serajevo, elle fut fidèle à sa ligne de conduite. En 1913, contre la loi de Trois Ans, elle collabora, ce qui était nouveau, avec le Parti socialiste. Il est vrai qu'elle se montra méfiante et hésitante dans son opposition pour ne pas céder à ceux de ses éléments qui manifestaient une volonté insurrectionnaliste inspirée par l'hervéisme et l'anarchisme.

Quoi qu'il en soit, et sans nous arrêter ici sur ce prétendu « changement de tir » de la G. C. T., notons que, sans illusion sur les guerres et leur nature capitaliste, elle ne faisait aucune concession à la guerre. C'est le 25 juillet 1914 que l'ultimatum autrichien à la Serbie fut repoussé. Le 26, la C. G. T. publia une déclaration et rappela ses décisions de congrès en faveur de la grève générale. Ce soir-là et le lendemain, les ouvriers de Paris manifestèrent dans les rues. Un grand meeting devait se tenir le 29 salle Wagram : il fut interdit, ce qui provoqua des bagarres avec la police. La veille siégea un C. C. N. qui s'opposa à la guerre, sans lancer d'ailleurs de mot d'ordre précis.

C'est qu'on espère encore, malgré tout. Jaurès fait toujours confiance au gouvernement pour maintenir la paix. Mais, lui tombé, le 31 juillet au soir, la cause de la guerre semble gagnée. La foule, révoltée, erre sans consigne dans les rues. On lui conseille le calme. Le lendemain, c'est la mobilisation et déjà l'Union sacrée. La C. G. T. a capitulé sans avoir combattu.

Elle non plus, la IIe Internationale n'a pas livré de combat. La plupart des chefs anarchistes ont fait de même, avec la pensée de céder à une fatalité écrasante.

Défaite, mais aussi reniement. Dans son énorme majorité, le mouvement ouvrier raisonne même, légitime son aceptation de la guerre. Il est des militants qui sont partis avec le désarroi dans la pensée, le désespoir au cœur. Mais beaucoup croient aller se battre contre le militarisme allemand, pour la paix et le socialisme.

Illusion terrible certes, mais les plus coupables sont ces hommes responsables du socialisme, du syndicalisme qui ne pensent pas autrement que la masse et la poussent au combat. Comme les organisations n'ont plus de vie réelle, seule la presse

---

(1) S'adresser à J. Lefeuvre, 140, boulevard Saint-Germain, Paris (6e). Le prix de la brochure est de 2 francs.

ouvrière donne le ton. La *Bataille Syndicaliste* est souvent plus chauvine que l'*Humanité*.

Déjà le 4 août, aux obsèques de Jaurès, Jouhaux excite les travailleurs contre l'impérialisme allemand. Après lui, le mouvement syndical s'installe dans la guerre, devient facteur de défense nationale et de paix sociale. Il est désormais l'un des plus sûrs garants de l'Union sacrée.

Chapitre douloureux de l'histoire prolétarienne. Le remords aidant tout de même, les tentatives de justification sont venues, avec ces entorses à la vérité qui servent les mauvaises causes. La peur du carnet B, dont le fricoteur Malvy sut faire un moyen de corruption, l'appât des sursis d'appel et puis toujours cette crainte de ne pouvoir faire plus, voilà les facteurs humains qui eurent à intervenir. Et puis, le tempérament réformiste est là, qui flaire toujours les possibilités, qui a le sens de l'opportun. Il dit alors : « Défendons la classe ouvrière non mobilisée, imposons au gouvernement des mesures favorables au prolétariat, préparons la reprise économique, cherchons à renouer les liens internationaux... »

Il est évidemment difficile d'apprécier ce que pouvait faire le mouvement syndical, ce que pouvait tenter le socialisme, du moment qu'ils n'ont rien tenté. La classe ouvrière a courbé la tête sous la rafale, tandis que les malins se garaient.

Ils tenaient dans l'union sacrée, ils tenaient dans l'état de siège et la censure ne brisait pas leur plume. Ils prenaient la revanche de leur humiliation en brimant les minoritaires qui cherchaient la vérité à tâtons et qui s'enhardissaient à la proclamer au péril de leur vie.

◇◆◇

LES PIONNIERS DE LA PAIX

Ce qui caractérise alors le mouvement pacifiste, c'est qu'il est représenté seulement par des individus ou tout au plus par des organisations de base : quelques fédérations syndicales ou socialistes, quelques unions départementales. Mais dans ce dernier cas, il s'agit d'une poignée de résistants qui prennent peu à peu l'audace de dire leur pensée.

Le livre de Rosmer nous raconte tout au long l'histoire de ces réfractaires, d'août 1914 à septembre 1915. Jusqu'à Zimmerwald et même d'ailleurs pendant l'année 1916, le mouvement pacifiste n'a pas groupé autour de lui de larges masses.

Ce n'est pas aux lecteurs de la *Révolution prolétarienne* qu'il faut rappeler le rôle joué pendant la tourmente par l'ancien noyau de la *Vie ouvrière*. Monatte, Rosmer, Martinet entretinrent alors, avec quelques autres, le foyer minoritaire. Les socialistes russes Martov et Trotsky travaillaient en liaison avec eux. Soutenus seulement par leur foi, ces hommes si divers assistaient à des lâchages qui ne les décourageaient pas.

Pourtant, bien faible était encore leur appui dans la classe ouvrière. Les minoritaires socialistes hésitaient encore avant de conquérir quelques fédérations et d'abord celle de la Haute-Vienne Le Comité confédéral national était dans la C. G. T. la seule assemblée où l'on pouvait discuter. Merrheim y protesta au nom de la Fédération des Métaux, contre l'attitude de Jouhaux, sa participation au Comité de secours national, son départ à Bordeaux.

Cette fédération devint alors, suivie par quelques autres. l'élément d'opposition le plus important. Le *Bulletin de l'Union des Métaux*, l'*Ecole Emancipée* des instituteurs, rusant avec la censure, menèrent le bon combat pacifiste, tandis que la *Bataille Syndicaliste*, en proie à des rédacteurs sans mandat, donnait de façon éperdue dans un nationalisme grandiloquent. Le *Comité pour la reprise des relations internationales* parvenait à nouer quelques rapports par-dessus les frontières.

Mais les neutres des Pays Scandinaves ayant projeté de réunir une conférence, vouloir y participer fut taxé d'hérésie. Cependant, au C. C. N., 22 voix seulement contre 20 et 2 abstentions purent se grouper contre cette participation. Pour protester par un geste public contre l'attitude du Bureau confédéral, Monatte démissionna du C. C. N. et divulga sa lettre de démission. Il ne tarda d'ailleurs pas à aller faire cette guerre qu'il maudissait et dont nul sursis d'appel ne l'abrita.

La déclaration de Liebknecht au Reichstag (2 décembre 1914) et le manifeste des minoritaires allemands montrèrent aux pacifistes français qu'ils étaient dans la bonne voie. Le premier Mai 1915 ne passa pas dans un silence honteux et le *Bulletin des Métaux* publié ce jour fut un réconfort pour tous ceux qui détestaient la guerre de toute leur raison.

La Conférence de Zimmerwadl vint couronner, en septembre 1915, les efforts du Comité pour la reprise. Elle fut réunie sur l'initiative de Grimm, militant socialiste suisse. On sait que pour la France seuls y participèrent Merrheim et Bourderon, délégués par les deux Fédérations des Métaux et du Tonneau. La conférence émit un vote unanime qui soulignait le caractère impérialiste de la guerre et se prononçait contre l'union sacrée, pour la paix sans annexion.

C'était là l'opinion moyenne des délégués. Déjà les bolcheviks russes présentèrent leur thèse d'une transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais la plupart des zimmerwaldiens ne partageaient pas ces vues, le mouvement contre la guerre qu'ils avaient soutenu dans leurs pays n'en était pas arrivé à cette étape, ce qui n'empêcha pas la conférence d'adopter unanimement la motion qui conclut les débats.

Il est donc vain de vouloir, comme l'ont fait il y a quelques années des historiens d'occasion bien dans la ligne, opposer la « gauche » et la « droite » de Zimmerwald en taxant cette droite d'opportunisme, les bolcheviks détenant, eux, la sainte vérité. Rosmer n'a point de peine à prendre en défaut ces théologiens orthodoxes qui ne peuvent se résigner à accepter que Lénine, alors inconnu en France, n'y ait pas tout fait.

C'est évidemment, dans ce cas, la vérité qui a tort. Il est regrettable que ces minoritaires, que ces pionniers du pacifisme aient été presque tous des syndicalistes révolutionnaires. L'histoire pourtant doit le reconnaître et, quant à nous, nous en éprouvons une certaine fierté. Cela nous enseigne à ne pas désespérer de la classe ouvrière, même lorsque les partis officiels ne savent pas se dégager de l'idéologie nationaliste, même lorsque le syndicalisme réformiste s'engage comme aujourd'hui dans une union sacrée préparatoire au massacre.

Les lecteurs de la *R. P.* qui n'ont pas connu l'ancienne *Vie ouvrière* seront, en lisant le livre de Rosmer, reconnaissants à l'équipe qui l'animait de son esprit révolutionnaire.

Ils apporteront à tous les réfractaires d'aujourd'hui, qu'ils se réclament d'une idéologie politique ou simplement d'un pacifisme humain, la résolution de ne pas être infidèles à cet héritage spirituel et de ne jamais séparer l'amour de la paix de celui de la Révolution.

Si leur geste n'eut rien de théâtral et de désespéré comme celui du héros de Roger Martin du Gard qui, sa vie sacrifiée d'avance, veut sauver l'honneur de l'homme en se révoltant contre le destin, ceux qui luttèrent opiniâtrement au cours de la tourmente pour préparer dans les consciences la révolte contre le crime n'en eurent pas moins leur mérite plus modeste et plus touchant aussi. Et puis enfin, ils sont réels, ils sont nos amis, leur passé nous est cher. Ils ont su depuis, simplement, ne pas se renier. Leur vie nous peut servir d'exemple et, dans la littérature prolétarienne, l'ouvrage de Rosmer prendra une place de choix, celle où vont de confiance le cœur et la raison.

A. RICHARD.

◇◆◇

L'ouvrage de Rosmer est en vente au prix de 36 francs au lieu de 45 — pour les lecteurs de la *R. P.* — à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e).

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


IMPRIMERIE ..., 8, R. DE METZ BOURGEVOIE. TÉL. ...